



**CONSEIL DES
ARCHITECTES
D'EUROPE**
RAPPORT ANNUEL
2017
& PERSPECTIVES
2018



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Fondé à Trévise en mai 1990, le
**CONSEIL DES ARCHITECTES
D'EUROPE** (CAE) est l'organisation
représentative de la profession d'architecte au niveau
européen.

LA MISSION DU CAE CONSISTE À

- Influencer, par des prises de position, la législation et les politiques européennes ayant un impact sur ses priorités stratégiques ;
- être une source influente et prisée d'informations fiables sur la profession d'architecte en Europe ;
- s'exprimer d'une seule voix au nom de la profession d'architecte auprès des institutions européennes ;
- être un réseau efficace et représentatif pour les architectes et les bureaux d'architectes européens ;
- créer des conditions d'exercice et un environnement réglementaire propices aux architectes et bureaux d'architecture ;
- démontrer le rôle des architectes dans la création d'une Europe véritablement compétitive, enrichissante et durable.

A CETTE FIN, LE CAE APPLIQUE SES VALEURS FONDAMENTALES, AVEC L'AMBITION D'ÊTRE

- crédible, pertinent, fiable ;
- informé, influent, opportun ;
- innovant, stratégique, visionnaire.

Le **CAE** aspire à être un catalyseur de changements et à promouvoir l'architecture comme une stratégie d'innovation, conduisant à plus de compétitivité et de rentabilité.

Les membres du **CAE** sont des organisations représentant au niveau national les organismes en charge de l'inscription des architectes et les associations professionnelles dans les Etats membres de l'UE, les pays candidats et d'autres pays européens jouissant d'un statut particulier au sein de l'UE. Par leur intermédiaire, le CAE représente les intérêts de 600.000 architectes.

REMERCIEMENTS

Le CAE remercie tous ceux qui ont contribué à son travail au cours de l'année écoulée et l'ont aidé à progresser vers la réalisation de ses objectifs. En particulier :

Les membres du Bureau exécutif 2017 : Le Président, Luciano Lazzari ; la Vice-Présidente et trésorière Paula Huotelin ; les coordinateurs: Dubravko Bacic, Georg Pendl et Pedro Belo Ravara; Les membres du Bureau exécutif Richard Brindley, Lionel Dunet, Lars Jarle Nore, Eugen Panescu, Ruth Schagemann et Emil Yordanov.

Les Présidents des Groupes de travail du CAE : Richard Brindley, Margaret Hynds O'Flanagan, Judit Kimpian, Thomas Maibaum, Indrek Näkk, Lars Jarl Nore, Eugen Panescu, Georg Pendl, Ian Pritchard et Ruth Schagemann.

Design ©Tobenotobe by Filigrane Benoît Toussaint



Photo de couverture :
EXPERIMENTARIUM
Copenhagen, Danemark
Architecte : CEBRA
Photo : Adam Mørk



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

RAPPORT ANNUEL

2017 &
PERSPECTIVES
2018

LE CAE EN CHIFFRES

45



Nombre
d'organisations
membres
du CAE

27



Pourcentage
d'augmentation du
nombre de personnes
suivant le CAE sur
Twitter depuis 2016

3.700



Nombre de
personnes
suivant le
CAE sur
Facebook

36.523



Nombre
de visites
sur le site
Internet du CAE

3



Nombre d'événements
diffusés sur le web en
2017 (disponible sur le
site Internet)

22+



Nombre de sujets
traités par le CAE
(Stratégie du Marché
unique, Formation
professionnelle Continue,
Stratégie du marché
intérieur, Marché Publics,
Directive sur les recours,
EPBD, EED, Paquet
législatif des services,
Paquet énergie propre,
Semestre européen,
Accords commerciaux,
Directive TVA, Agenda
Urbain de l'UE, etc)

9



Nombre
de Groupes de travail
d'experts du CAE
(Qualifications ;
Questions réglementaires ;
Marchés publics ;
Mission & Services ;
Modélisation des
données du bâtiment ;
Internationalisation ;
Commerce des services ;
Environnement et
Architecture durable
et Questions urbaines)

36



Pourcentage
des architectes
âgés de moins
de 40 ans

17



Taille du
marché de
l'architecture
(en milliard
d'euros €)

38



Pourcentage
de femmes dans
la profession

600.000

Nombre d'architectes dans l'UE



7



Nombre
de projets
européens auxquels
le CAE participe

TABLE DES MATIERES

RAPPORT DU PRÉSIDENT	5	PROJETS FINANCÉS PAR L'UE	18
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	6	COMMUNICATIONS	20
POINTS CLÉS	8	RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE ET	23
SOUTENIR DES NORMES		RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2017	
PROFESSIONNELLES		GOVERNANCE DU CAE /	
LES PLUS ÉLEVÉES	11	BUREAU EXÉCUTIF / STAFF	24
OPTIMISER LA MOBILITÉ		PRIORITÉS ET CONTEXTES	
PROFESSIONNELLE	14	POLITIQUES POUR 2018	26
PROMOUVOIR UNE		ORGANISATIONS MEMBRES	30
ARCHITECTURE RESPONSABLE	16		



RAPPORT DU PRÉSIDENT

Luciano Lazzari

La fin de 2017 marque la fin de mon deuxième et dernier mandat de deux années comme Président et voit l'élection d'un nouveau Président et d'un nouveau Bureau, dont plusieurs membres qui siégeaient déjà au précédent Bureau, dans une perspective rassurante de continuité et de développement progressif.

Ces quatre années ont été très gratifiantes sur un plan personnel et je pense que nous avons poursuivi et amplifié le travail accompli par nos prédécesseurs en vue de rendre le CAE toujours plus pertinent, plus efficace et plus réceptif par rapport aux problèmes de notre profession.

Au moment de mon élection, j'ai affirmé que le CAE devait se doter d'une vision politique à long terme et d'un focus à court terme ; qu'il devait se simplifier et rationaliser l'organisation ; qu'il fallait se concentrer sur l'avenir de la profession, en particulier sur l'environnement et les écoles, afin de nous préparer pour le futur ; et que nous devons étendre notre réseau global et renforcer nos liens avec la Commission européenne.

ORGANISATION

Avec ces objectifs à l'esprit, nous avons d'abord voulu développer notre productivité et l'organisation de nos domaines d'activité, en réduisant le nombre de groupes de travail et en prévoyant des coordinateurs horizontaux. Le CAE a éliminé le renouvellement échelonné des membres du Bureau exécutif, réduit les coûts du Bureau exécutif et simplifié l'administration afin de favoriser une meilleure communication et le travail politique. En matière de Communications, le logo du CAE a été redessiné, le site Internet a été renouvelé et complété par une section internationale et le CAE s'est montré plus présent dans les médias sociaux.

Beaucoup d'énergie a été investie dans une redynamisation du travail du CAE dans le troisième domaine thématique, en modifiant le titre de « Durabilité » en une notion plus large de « Responsabilité ». Avec l'aide des coordinateurs spécialisés et des présidents des groupes de travail, ce domaine est devenu plus visible et omniprésent, avec une attention particulière aux problèmes que nous connaissons dans nos villes et dans notre profession, reflétant ainsi l'attention dont ces thèmes font l'objet dans le monde entier. Par notre action transversale, le travail du domaine thématique 3 a ouvert des portes à de nombreux contacts intéressants et à une collaboration avec la Commission, mais aussi avec d'autres organisations et institutions professionnelles. Le CAE a réussi à être représenté à la COP21 à Paris ainsi qu'à la COP23 à Bonn, s'est joint à la Global Alliance for Building & Construction et collabore déjà à quatre des Objectifs du développement durable des Nations Unies.

Au cours de ces quatre années, le CAE a amélioré l'étude du secteur et créé des groupes qui se penchent sur le Futur et la Stratégie, la modélisation des données du bâtiment (BIM) et l'Internationalisation & les nouveaux modèles commerciaux. Pour répondre à une autre recommandation du groupe Stratégie, le CAE a entrepris des démarches en vue de renforcer sa présence dans les Etats membres en organisant chaque année une Assemblée générale ailleurs qu'à Bruxelles – à Padoue, Tallin, Berlin, Rome. Un travail soigneux de préparation lors de ces événements nous a permis de proposer des sessions thématiques nous permettant d'aborder des sujets de grand intérêt, présentés par des invités et des orateurs externes à l'organisation.

Tout en mettant en place avec succès un registre européen de FPC, nous avons consacré un temps considérable au développement de nos contacts et de notre collaboration avec l'AEEA, le réseau européen des écoles d'architecture. Avec notre partenaire externe, l'Université Ion Mincu à Bucarest, nous avons mené à bien trois éditions du prix du meilleur diplôme européen. La dernière édition a reçu 156 candidatures de 28 pays et nous avons négocié avec succès une fusion avec le Prix Mies van der Rohe du Jeune architecte de talent. Nous avons aussi collaboré étroitement avec l'AEEA depuis trois ans sur le projet ERASMUS+ «Problèmes épineux ».

Nous sommes sur le point de conclure un Accord de reconnaissance mutuelle avec l'autorité canadienne chargée de délivrer les licences et nous avons fait des progrès dans nos négociations avec les architectes sud-coréens et mexicains. Nous avons signé des accords de coopération avec le Conseil Régional des Architectes d'Asie (ARCASIA), l'Association des Architectes du Commonwealth (CAA), le Conseil des Architectes des pays de Langue Portugaise (CIALP) et les organisations d'architectes du Brésil et d'Afrique du Sud.

Nous avons réagi de manière proactive au Paquet législatif sur les Services et au Paquet Energie propre et nous avons poursuivi notre travail sur des projets financés par l'UE, en obtenant trois nouveaux projets. Le CAE a réussi à mettre sur pied un programme Creative Europe qui sera financé et impactera de manière significative le développement de notre réseau.

Tout ceci fait bien sûr partie d'une évolution continue ; tout comme certains travaux entamés par d'autres ont été achevés sous mon mandat, d'autres poursuivront le travail qui a débuté sous ma présidence. Je remercie les membres du Bureau exécutif actuels et antérieurs, le Présidents des groupe de travail et le Secrétariat pour leur magnifique soutien ainsi que le Secrétaire Général pour son aide et la coordination des travaux indispensables. Je remercie aussi mon organisation nationale et toutes les Organisations membres qui ont activement soutenu ma présidence et notre action.



RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ian Pritchard

En 2017, le CAE a adopté un plan financier nous permettant de

- défendre les meilleures normes de qualité professionnelle – pour préserver l'intérêt public et garantir la compétitivité globale;
- optimiser la mobilité professionnelle – pour stimuler l'emploi et la croissance au sein de l'UE; et
- promouvoir l'Architecture responsable – pour un avenir durable.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons mis en place une série d'actions dans les domaines de l'éducation, de la formation et du développement; de la réglementation; du commerce en services; de l'exercice de la profession; de l'internationalisation et des nouveaux modèles commerciaux; de l'architecture responsable; de la valeur et de la recherche et de l'innovation.

La plupart des objectifs ont été atteints ou sont en cours de l'être dans le cadre d'initiatives à long terme et sont décrits dans les rapports des coordinateurs/présidents de groupes de travail. Nous les remercions pour leur contribution volontaire sans laquelle nos efforts donneraient des résultats bien moindres.

CREATIVE EUROPE ET CONNECTARCH

Creative Europe est le programme cadre de la Commission européenne destiné à soutenir les secteurs culturels et créatifs. Il vise à aider ces secteurs à saisir les opportunités de l'ère numérique et de la globalisation; de permettre à ces secteurs de réaliser leur potentiel économique, de contribuer à une croissance durable, à l'emploi et à la cohésion sociale; et de donner aux secteurs de la culture et des médias européens un accès à de nouveaux marchés, opportunités et audiences au plan international.

Le CAE mène un programme de quatre années, CONNECTARCH, dans le but d'assister le secteur à long terme à se reprendre et à aider les architectes à faire face aux défis actuels: mobilité intra-européenne, concurrence accrue venant de l'extérieur de l'UE, et l'amélioration des compétences en vue de s'adapter aux technologies numériques et autres. Le CAE propose de renforcer la capacité du secteur en poursuivant les objectifs globaux suivants:

Développement organisationnel – pour renforcer le réseau du CAE et stimuler la collaboration entre les Organisations membres (OM)

Les OM du CAE ont des missions différentes – organes régulateurs, associations professionnelles, ressources humaines / financières inégales, différentes cultures d'entreprise /structures d'état. Pour gérer plus efficacement et améliorer la collaboration entre elles, le CAE va:

- développer la capacité organisationnelle par le partage de connaissances et les activités d'apprentissage entre pairs;
- encourager l'engagement des OM et de leurs membres par le biais d'ateliers/conférences internes et publics;
- mettre en place des programmes au bénéfice mutuel des OM;
- développer la capacité des OM et utiliser leur effet de levier par rapport à leurs positions au niveau collectif/européen par des actions collectives; diffuser les meilleures opportunités pour que les OM du CAE puissent participer au travail législatif et à la politique au plan européen.

Améliorer la mobilité transnationale des architectes européens

L'Union européenne a été un moteur pour la mobilité des architectes

EXTENSION DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL A ŠEMPETER
Gorica, Slovénie
Architecte : Prima d.o.o., Jernej Prijon, Vid Razinger
Photo : Tamas Bujnovszky



en Europe en permettant une reconnaissance automatique des qualifications (Directive 2005/36/EC) et en facilitant des prestations de services transfrontalières (Directive 2006/123/EC, Directive 2014/24/UE). Mais il subsiste de nombreux obstacles – connaissance insuffisante des réglementations et difficulté à trouver une assurance, des partenaires / des informations pratiques. Le niveau de formation élevé des architectes européens doit être reconnu dans le monde entier – car la croissance future se produira principalement en dehors de l'Union. Pour promouvoir la mobilité des architectes au sein de l'Union et les aider à obtenir un accès à de nouveaux marchés internationaux, le CAE va:

- identifier / utiliser les opportunités et partenariats au sein de l'Union et au-delà;
- négocier des Accords de reconnaissance mutuelle avec des architectes en dehors de l'UE.

Développement de la capacité professionnelle – pour permettre aux architectes européens de développer leurs compétences professionnelles et commerciales

L'évolution des techniques de construction et leur complexité croissante, l'expansion de l'environnement juridique, réglementaire et en matière de normalisation ainsi que la complexité de plus en plus grande des conditions dans lesquelles nous opérons nous obligent à investir dans un Développement professionnel continu (DPC) afin de garantir que les compétences et les connaissances des architectes soient constamment actualisées pour pouvoir répondre aux défis futurs;

- permettre aux architectes européens de se positionner en tant que leaders face aux défis mondiaux;
- soutenir les firmes qui souhaitent maintenir leurs compétences ou en acquérir de nouvelles pour qu'elles restent globalement compétitives;
- améliorer les capacités entrepreneuriales des architectes et leur aptitude à réussir sur de nouveaux marchés.

Réunion des données contextuelles sur la profession d'architecte

- fournir des données comparatives, quantitatives et qualitatives et des enquêtes sur les évolutions dans le secteur

Au cours de la première année du projet, nous avons pu

- diffuser en streaming sur la toile des événements-clés afin de développer notre audience de public (Conférence sur l'éducation à Rome, Journée de l'Energie lors de la Semaine de l'Energie Durable de l'UE et Session spéciale BIM) ;
- mettre en place une task force Internationalisation, qui va définir la portée d'un Guide à l'exportation, en identifiant quel en sera le message-clé ; qui va aussi développer la section internationale du site et envisager la présence du CAE lors de salons professionnels ;
- réaliser des progrès dans le cadre des négociations avec le Canada, le Mexique et la Corée du Sud ;
- préparer la publication de 2 manuels – une publication sur les meilleures pratiques présentant des projets qui atténuent les pires effets du changement climatique et une publication sur les meilleures pratiques avec des réalisations exemplaires ayant remporté des concours ;
- prévoir de nouvelles pages du site pour ceux qui cherchent / offrent du travail, la FPC, les possibilités de stages ; ou l'établissement dans un autre Etat membre ;
- mener des études exploratoires sur l'impact économique de la réglementation et la valeur de la conception ;
- compléter le questionnaire sur lequel est basée l'étude du secteur du CAE, en vue de mettre en place un Observatoire permettant de disposer de plus de données contextuelles sur la profession en guise de base factuelle permettant d'étayer nos positions politiques.

Le programme a permis de renforcer les contacts du CAE avec plusieurs DG de la COM (GROW, ENER, TRADE) et en particulier la DG EAC.

ETATS MEMBRES

Alors que nos activités se concentrent manifestement à Bruxelles, nous avons aussi obtenu une visibilité dans une série d'Etats membres, avec des réunions organisées par les Organisations membres en Estonie, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, à Malte, en Pologne et au Royaume-Uni.





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU CAE, 5 MAI 2017, ROME

POINTS CLÉS

PAQUET LÉGISLATIF SUR LES SERVICES

Le Paquet législatif sur les Services a été publié mi-janvier et inclut des propositions en vue d'introduire un Test de proportionnalité (pour des législations nouvelles ou modifiées) ; une Directive Notifications, demandant que les Etats membres respectent un délai de notification de trois mois avant d'instaurer des mesures nouvelles ou modifiées ; une carte électronique Services optionnelle pour des entreprises fournissant des services transfrontaliers et une série de Recommandations de réforme de la réglementation des services professionnels.

Le CAE a promptement réagi à la consultation initiale et a suivi de près le processus législatif, en envoyant des positions politiques aux Rapporteurs, aux Rapporteurs fictifs et à d'autres parlementaires, ainsi qu'aux Organisations membres pour qu'elles les utilisent dans leurs propres contacts politiques.

Proportionnalité - la motivation de cette disposition est ce que la Commission considère comme une piètre performance de certains Etats membres dans le cadre de la revue de la transparence antérieure. La proposition vise à introduire une évaluation de la proportionnalité ex ante pour toute nouvelle législation ou modification d'une législation existante, qui doit être « nécessaire, appropriée et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire ».

Le CAE estime que ceci aura un impact sur les compétences des législateurs nationaux. La réglementation des services professionnels est la prérogative des Etats membres. La proportionnalité - en tant que principe juridique - est impossible à harmoniser, la proposition ne porte que sur la réglementation ex ante et ignore la réglementation ex post et la liste complète est excessive.

Toutefois, certains éléments positifs sont apparus au travers du rapport de M. Schwab, qui dit que ceci ne devrait pas affecter les règles en vigueur dans les Etats membres en matière d'enseignement et de formation ou de délégation de pouvoirs à des organisations professionnelles ; une marge d'appréciation devrait être laissée aux Etats membres ; la FPC / l'adhésion à une Chambre, peuvent contribuer à rencontrer les objectifs d'intérêt public ; et les dispositions en question ne devraient être requises que pour des décisions essentielles en matière de réglementation. Dans le même

temps, la DG GROW soulignait que la proposition est destinée à prévenir le recours à des procédures en infraction coûteuses.

Carte électronique Services professionnels (CSP) – la carte électronique telle que proposée serait émise par l'Etat membre d'origine plutôt que par l'Etat membre d'accueil, et cela a donc suscité des préoccupations par rapport à la réintroduction du principe du pays d'origine par une échappatoire. On ne sait pas clairement quelle sera la relation entre une Autorité de coordination, le Guichet unique ou les autorités compétentes et vu le peu de temps accordé à l'Etat membre d'accueil pour répondre, on semble présumer qu'il sera généralement d'accord et qu'un veto ne sera possible qu'en cas de menace pour l'intérêt public.

Certaines inquiétudes concernaient aussi la durée de validité de la carte, la mesure dans laquelle l'affirmation qu'il serait plus facile d'obtenir une assurance pour la fourniture de services transfrontaliers sera vérifiée et la question de savoir si la carte resterait optionnelle. En outre, la relation entre la CSP et la carte professionnelle européenne devait être clarifiée.

Vu les délais et la désapprobation générale, des rumeurs persistantes font état d'un possible retrait de la proposition même si les Rapporteurs au Parlement se sont efforcés d'améliorer la proposition.

Notifications – ceci est motivé par la performance apparemment insuffisante dans le cadre de la Directive Services dans le Marché interne (SIM). Celle-ci prévoit déjà que tous les programmes d'autorisation et les exigences en matière d'établissement doivent être notifiés. Toutefois, selon la Directive SIM, les nouvelles mesures proposées peuvent être mises en œuvre avant la notification, tandis que la nouvelle proposition requiert un moratoire – d'au moins 3 mois (2 mois pour la consultation avec COM / Etats membres et ensuite 1 mois pour la réponse de l'Etat membre qui notifie) pendant lesquels les nouvelles mesures ne peuvent pas être introduites.

Le CAE estime que comme la Directive SIM contient déjà une exigence de notification, les nouvelles mesures proposées donneront lieu à une réticence à notifier et à un appauvrissement de la législation, tandis que l'effet cumulatif du test de proportionnalité et de la Directive Notification serait exagérément lourd.

Recommandations en matière de réforme - dans sa réponse à ces recommandations, le CAE a fait observer que la Commission ne devrait intervenir que si l'action ne peut être réalisée par les Etats membres. Nous avons mis en doute les affirmations par rapport à la mobilité professionnelle, en soulignant les différents concepts réglementaires existants (ex ante et ex post) et critiqué le nouvel indicateur de restrictivité de la réglementation (RRI) tel que proposé. Nous avons aussi réfuté l'affirmation de la Commission, selon laquelle l'argument historique avancé pour défendre la régulation (asymétrie de l'information) était moins convaincant au fur et à mesure que les clients deviennent de mieux en mieux informés et peuvent obtenir des informations sur l'impact économique de la réglementation (les données d'EUROSTAT révèlent que les coûts ont augmenté de manière plus importante dans les pays où prévaut une réglementation ex post). Enfin, les « éléments empiriques » fournis par la Commission sont douteux, si l'on considère que les « taux d'attrition » ont été relativement élevés au sein de la profession, indiquant une augmentation nette de 25% du nombre d'architectes par 1000 têtes d'habitant entre 2009 et 2016.

Le rapport d'initiative du parlementaire européen Nicola Danti contenait certains éléments positifs soulignant le rôle positif que jouaient les professions dans l'économie et la nécessité de préserver le modèle européen ; affirmant que l'Indicateur de Restrictivité de la Réglementation ne devrait constituer qu'un outil indicatif et que l'impact qualitatif de la réglementation devraient être pris en considération.

Les interventions du CAE et d'autres organes professionnels similaires semblent avoir eu un certain impact sur les recommandations et ont donné lieu à quelques modifications, ce qui souligne l'importance d'une réaction prompte et unie avec les Organisations membres et d'autres acteurs concernés.

En décembre, le Comité IMCO a adopté des rapports sur tous les éléments du Paquet, à l'exception de la Carte électronique Services. Le rapport sur la mise en œuvre de la Directive 2005/36/EC et la nécessité d'une réforme des services professionnels feront l'objet d'un vote en séance plénière du Parlement en janvier 2018. Comme le Conseil a déjà adopté en mai une approche générale sur la Procédure de notification et le Test de proportionnalité, on s'attend à ce que les négociations entre les institutions (« trilogie ») sur ces deux dossiers commencent au début de l'année 2018. En ce qui concerne la carte électronique Services, la préparation des positions du Parlement et du Conseil progresse lentement du fait de l'opposition de plusieurs Etats membres et acteurs concernés à la proposition de la Commission.

PAQUET ENERGIE PROPRE

Révision de la Directive Performance énergétique des bâtiments (EPBD) - le 30 novembre 2016, la Commission européenne dévoilait un paquet de mesures intitulé « Energie propre pour tous les Européens », qui incluait des propositions de révision des Directives Efficacité énergétique (EED) et Performance énergétique des bâtiments (EPBD). En mars 2017, le CAE finalisait sa position sur l'EPBD, dans laquelle il défendait une reconnaissance accrue du rôle de l'architecture dans l'évolution progressive de la performance des bâtiments et dans l'introduction des mises en conformité rétroactives du parc immobilier existant. La position du CAE était basée sur cinq principes-clés :

1. Valider les Certificats de performance énergétique (EPC) avec des données opérationnelles de la performance mesurées – seuls des EPC validés devraient être utilisés pour justifier des instruments financiers éventuels;
2. Encourager et réguler les mises en conformité énergétiques rétroactives comme faisant partie d'une amélioration fonctionnelle/

esthétique des bâtiments, en vue d'accélérer l'efficacité énergétique du parc immobilier existant;

3. Cibler les améliorations dans tous les domaines de la performance des bâtiments : consommation de ressources naturelles, qualité de l'environnement intérieur, satisfaction des occupants et valeur sur l'ensemble du cycle de vie;
4. Définir l'efficacité énergétique des bâtiments dans une perspective de cycle de vie. Les méthodes de calcul du coût sur l'ensemble du cycle de vie (LCC) et d'évaluation du cycle de vie (LCA) doivent être intégrées dans l'efficacité en termes de coût et les normes et benchmarks de la performance énergétique;
5. Données massives publiques – harmoniser les systèmes métriques de rapportage entre les différents pays et entre la performance calculée et réalisée et mettre en place des exigences de divulgation en vue de garantir l'amélioration rapide et continue des mesures et technologies d'efficacité énergétique.

Au printemps, le CAE a rencontré Bendt Bendtsen, Rapporteur sur l'EPBD en Commission Industrie et Energie, ainsi que plusieurs Rapporteurs fictifs, pour défendre ses positions au sein du Parlement.

Le CAE a accueilli favorablement l'adoption du rapport de B. Bendtsen en octobre 2017, qui proposait des améliorations significatives de la proposition de la Commission et contrebalançait la position faible adoptée par le Conseil en juin. Le CAE a salué la vision renforcée du Parlement pour le parc immobilier d'ici à 2050: affirmer l'ambition de transformer « **le parc national de bâtiments résidentiels et commerciaux, à la fois publics et privés, en un parc immobilier à haute efficacité énergétique et décarbonisé pour 2050** » est une condition préalable pour stimuler l'investissement et accélérer la transition vers un parc immobilier plus efficace, plus confortable et plus sain.

Le CAE est aussi satisfait de constater une meilleure reconnaissance de la santé, de la sécurité et de la qualité de l'air et est favorable à l'appel de la Commission d'évaluer la faisabilité de l'introduction d'un Passeport de la rénovation des bâtiments – une feuille de route, basée sur des critères de qualité qui reprendraient les mesures pertinentes en vue d'améliorer la performance énergétique d'un bâtiment. Toutefois, le CAE a fait état de quelques inquiétudes



concernant l'exemption possible de l'inspection des systèmes de chauffage et d'air conditionné (articles 14/15), soulignant que l'automatisation de ces systèmes augmente le risque de pertes de performance. Un entretien régulier ou une inspection à distance de ces systèmes sont essentiels pour garantir leur bon fonctionnement.

Directive Efficacité énergétique (EED) – Les Etats membres avaient jusqu'au 30 avril 2017 pour notifier la Commission des versions mises à jour de stratégies de rénovation du bâti. Les stratégies devaient inclure un relevé du bâti national ; l'identification d'approches économiques de la rénovation ainsi qu'une perspective d'avenir en vue d'orienter les décisions d'investissement des particuliers, du secteur de la construction et des institutions financières.

Le CAE a demandé que l'on formule des stratégies de rénovation nationales ambitieuses et a réitéré ses recommandations pour la régénération du parc immobilier européen. Alors que 75% du bâti européen est considéré comme inefficace sur le plan énergétique et qu'à peine 0.4-1.2% du bâti est rénové chaque année, le CAE a demandé activement aux institutions européennes et aux gouvernements nationaux d'entreprendre des démarches concrètes et innovantes en vue d'accélérer la transition vers un environnement bâti confortable, sain, productif et à faibles émissions de carbone résilient au changement climatique. Pour réaliser une réduction par étapes de la consommation d'énergie des bâtiments, le CAE a demandé une nouvelle approche encourageant la « rénovation en profondeur » des bâtiments, dans laquelle l'efficacité énergétique et des ressources viennent compléter la reconfiguration fonctionnelle, spatiale et matérielle des bâtiments. La mise en conformité rétroactive ne devrait pas seulement améliorer la performance énergétique des bâtiments mais donner un pouvoir de décision aux occupants et s'adapter à leurs besoins de changement. L'architecture doit être au cœur des politiques de mise en conformité européenne et nationales. Le CAE en appelle à une vision 2050 ambitieuse et clairement définie sur le long terme pour le bâti européen qui doit être intégrée dans l'EPBD, avec des échéances-clés en 2030 et 2040, en vue de créer un cadre réglementaire stable, propice aux décisions en matière d'investissement.

5^{ÈME} ÉDITION DE L'ETUDE DU SECTEUR DU CAE

Publiée en février 2017, la cinquième édition de l'Etude du Secteur du CAE est le rapport le plus complet sur la profession architecturale en Europe. Avec plus de 27.000 réponses provenant de 27 pays, l'étude continue à prouver son utilité en fournissant des données tangibles nous servant à étayer nos positions politiques et à stimuler la crédibilité du CAE dans nos relations avec les décideurs politiques européens.

En outre, elle permet aux Organisations membres du CAE, aux chercheurs et aux médias de faire des comparaisons intéressantes entre les pays européens et de contextualiser les situations nationales. L'étude nous permet d'identifier des tendances à long terme et de mieux comprendre l'évolution de la profession depuis la crise économique. La dernière étude a révélé des signes de reprise sur le marché de l'architecture et des perspectives positives pour la profession: la valeur du marché de l'architecture avait augmenté, le revenu moyen était supérieur pour la plupart des tailles de bureaux d'architectes, le nombre d'architectes indépendants avait diminué et l'on s'attendait à ce que les charges de travail augmentent – cette croissance étant toutefois moindre dans le sud.

Le CAE remercie toutes les Organisations membres pour leur soutien ainsi que tous les architectes qui ont répondu à notre enquête et rendu possible cette nouvelle édition de l'étude du secteur.



MUSÉE DES COLLECTIONS ROYALES
Madrid, Espagne

Architecte : Mansilla + Tuñón Arquitectos
Photo : Luis Asín



SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES LES PLUS ÉLEVÉES

pour protéger
l'intérêt public – (ACCES)
(priorité stratégique n°1)

Coordinateur: Dubravko Bacic

PROGRAMME AVEC LES ÉCOLES – Dubravko Bacic

AEEA – Le CAE a poursuivi sa collaboration avec le réseau des écoles (AEEA), en organisant une conférence conjointe avec le CNAPPC à Rome (Italie), sur la relation entre l'enseignement et l'exercice de la profession, comment nous éduquons les jeunes professionnels et pour quoi les préparons-nous ? Si l'exercice de la profession change, comment devons-nous adapter l'enseignement à cette nouvelle réalité ? Quel est l'avenir des professions libérales et que peuvent faire les enseignants et les praticiens pour influencer cette évolution future ? Que signifie l'internationalisation pour la pertinence, la responsabilité et le rôle de l'architecte ?

Une liste d'orateurs et de présentations est disponible sur le site et à l'adresse <https://www.ace-cae.eu/activities/events/2017/education-symposium/>.

ERASMUS+ - le projet ERASMUS + « *Faire face à des problèmes épineux: adapter l'enseignement de l'architecture à la nouvelle situation en Europe* », qui s'étale sur trois années, est arrivé à sa conclusion.



Le projet « Faire face à des problèmes épineux : adapter l'enseignement de l'architecture à la nouvelle situation en Europe » a organisé trois groupes de réflexion pour les domaines de la Profession, du Patrimoine et de la Durabilité. Deux réunions transnationales ont eu lieu chaque année pour chacun des groupes de réflexion, ainsi que des activités

d'apprentissage/enseignement/formation afin de mettre en œuvre immédiatement les nouvelles idées dans le programme des cours en architecture. Le CAE était représenté par deux experts dans chaque groupe de réflexion. Les résultats ont été présentés à la Conférence de l'AEEA à Bordeaux en septembre 2017 et le rapport final est disponible sur le site de l'AEEA: http://www.eaae.be/wp-content/uploads/2017/04/Erasmus-Project_CWP_00_Final-Report-1.pdf

Prix du Meilleur diplôme – la 3^{ème} édition du Prix du meilleur diplôme décerné par le CAE, l'AEEA et l'Université Ion Mincu fut la plus réussie à ce jour et a attiré quelque 160 candidatures (deux fois plus que l'année précédente) provenant de 28 pays différents – Voir le rapport du jury (<https://eam.uauim.ro/s/res/files/EAM-BDP-2017-Jury-Report.pdf>) et les lauréats (<https://eam.uauim.ro/projects/2017/>).

Prix du jeune talent en architecture (YTAA) – des réunions ont eu lieu

avec la Fondation Mies van der Rohe pour préparer la fusion du prix des meilleurs diplômés avec le YTAA.

DIRECTIVE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES, FORMATION & FPC – Margaret Hynds O'Flanagan

Lors de la dernière révision de la Directive Qualifications Professionnelles (PQD), la Commission européenne n'est pas allée jusqu'à rendre la Formation professionnelle continue (FPC) obligatoire mais a demandé aux Etats membres de notifier les démarches entreprises « en vue de garantir, en encourageant le FPC, que les professionnels dont les qualifications sont listées dans la PQD, soient à même d'actualiser leurs connaissances, leurs aptitudes et leurs compétences ».

A la suite de cela, le CAE et le réseau européen des autorités compétentes pour les architectes (ENACA) ont entrepris une enquête sur le FPC (& l'accréditation) afin de:

- Publier un aperçu concis des modèles de FPC et des systèmes d'accréditation existant en Europe;
- Fournir au CAE et à l'ENACA des données faisant autorité en vue de préparer d'éventuelles futures discussions avec la Commission européenne;
- Réaliser un meilleur alignement par rapport aux normes internationales en vue de faciliter les Accords de reconnaissance mutuelle (ARM).

L'enquête a été entreprise, finalisée et présentée par Margaret Hynds O'Flanagan, du Royal Institute of the Architects of Ireland et Emma Matthews, de l'Architects Registration Board, au Royaume-Uni.

Formation Professionnelle Continue (FPC) – Des organisations de 18 Etats membres ont répondu en renseignant une forme de FPC (qu'il s'agisse d'une obligation à l'enregistrement ou d'une obligation liée aux règles déontologiques). La manière d'enregistrer et de contrôler la FPC varie (allant d'un enregistrement centralisé en ligne jusqu'à des registres papiers tenus par l'architecte lui-même). Le nombre moyen d'heures de FPC structurée s'élève à 22 par architecte et des sanctions peuvent s'appliquer dans 58% des cas (action disciplinaire). Un peu plus de la moitié des programmes requièrent que des sujets spécifiques soient couverts (en ce compris la gestion, les aspects juridiques, la construction, les nouveaux matériaux, l'efficacité énergétique).

En conclusion, les exigences en matière de FPC sont aussi variées que les systèmes dans lesquels elles ont évolué. Le professionnalisme (plutôt que la réglementation) semble constituer le moteur principal de la FPC, même si paradoxalement, après avoir demandé aux Etats membres de permettre aux candidats souhaitant s'enregistrer de suivre une FPC et obligé les Etats membres à en faire rapport, la Commission a maintenant inclus la FPC comme un facteur de restriction dans son nouvel Indicateur de la restrictivité réglementaire.

Accréditation - 60% des Etats membres ayant répondu disposent d'un processus d'approbation au niveau national ou régional permettant d'approuver les qualifications avant de les notifier en vue d'une inclusion dans la liste prévue par l'Annexe V.7 de la Directive Qualifications Professionnelle (PQD). La confirmation du fait qu'une qualification répond aux exigences de l'art. 46 de la PQD est formellement prévu dans 58% des cas et 80% des Etats membres disposent d'un processus standard permettant de vérifier / approuver qu'une qualification respecte les normes / exigences nationales en vue d'un enregistrement. En outre, 76% des Etats membres disposent d'un processus national ou régional permettant de vérifier et d'approuver les conditions d'accès au marché. Dans 77% des cas, des universités et d'autres établissements délivrant des qualifications sont soumis à d'autres processus de garantie de qualité.

On s'est rendu compte que la majorité des Etats membres disposent soit de tout ou partie des éléments suivants: - un processus de niveau universitaire ou autre pour garantir la qualité des qualifications en architecture; - un processus au niveau national / régional permettant d'approuver les qualifications avant que celles-ci ne soient notifiées à la COM en vue d'être listées conformément à l'Annexe V.7; - un processus national / régional permettant de confirmer que les qualifications en architecture répondent aux exigences de l'art. 46 de la DQP.

Même si les systèmes présentent des différences, ils atteignent des objectifs similaires en vérifiant la conformité avec les exigences nationales / régionales ou européennes. En outre, tous les Etats membres ont la possibilité d'examiner les qualifications dans le cadre du processus de notification.

QUESTIONS RÉGLEMENTAIRES ET DE QUALITÉ –

Richard Brindley

En tandem avec le groupe PQD, le travail du groupe de travail RQI s'est principalement concentré sur le Paquet législatif sur les Services (voir chapitre Faits marquants).

En novembre, la DG GROW a tenu une conférence à Bruxelles « Services professionnels : quel est l'impact de la réglementation? » qui a réuni plus de 200 participants des différentes professions réglementées et des représentants de plusieurs ministères. Ruth Schagemann et Ian Pritchard représentaient les architectes.

Dans deux panels principaux, la Commission a soumis à la discussion des manières bénéfiques/souhaitables de déréguler dans le cadre de l'initiative « Réglementation plus intelligente » (« Smarter Regulation ») afin de créer (selon elle) 700.000 emplois dans le secteur des services. Dans son introduction, le parlementaire européen Andreas Schwab a proposé que le « détachement de travailleurs est un problème plus important que les questions de réglementation, qui ne sont que le sommet de l'iceberg ».

L'accent a principalement été mis sur les théories économiques, présentées par Maria Koumenta, Queen Mary University London et Arup Banerji, World Bank Group, qui ont surtout souligné la position de la Commission. La position du CAE – sur la qualité du service, la protection du consommateur et des arguments économiques alternatifs a été défendue – est partagée par les experts-comptables, les ingénieurs et les professions de la santé. Ce fut un échange habituel mais important d'arguments déjà connus.

Impact économique de la réglementation – grâce à une étude réalisée par le Centre européen des professions libérales (EuZFB) de l'Université de Cologne, les architectes sont à même, en tant que profession, de faire un premier petit pas et de contester certains arguments économiques avancés par la Commission européenne.

« Le Secteur de l'architecture en Europe – une perspective scientifique sur le débat à propos de l'impact économique des différentes approches réglementaires dans les Etats membres de l'UE » contient une série d'arguments en notre faveur, dont l'un nous permet de réfuter l'affirmation de la Commission, selon laquelle les entreprises du secteur architectural sont de trop petite taille à cause d'une concurrence insuffisante. Cette thèse est basée sur l'observation de différentes firmes de taille moyenne dans les différents Etats membres. Toutefois, la simple observation d'un grand nombre de petites entreprises dans le secteur européen de l'architecture ne constitue pas un indicateur fiable permettant d'affirmer que la régulation est inappropriée et empêche les processus d'adaptation et les économies de coûts potentiels. Une taille d'entreprise plus petite peut aussi être le résultat d'une adaptation aux préférences des consommateurs qui préfèrent s'adresser à des bureaux locaux et/ou d'une décision d'externalisation de certaines phases de la production.

33 CENTRAL STREET OFFICES

Bucarest, Roumanie

Architecte : iglooarchitecture

Photo : Andrei Creanga



Procédures d'infraction

Marchés publics – en décembre, la Commission a décidé de citer l'**Autriche, le Luxembourg, la Slovaquie et l'Espagne** devant la Cour européenne de Justice pour défaut de notification de la transposition complète des règles communautaires sur les marchés publics et concessions dans leur droit national. Tous les Etats membres étaient tenus de notifier la transposition des dernières règles en matière de marchés publics pour le 18 avril 2016. La Commission a envoyé des lettres de mise en demeure aux 21 Etats membres qui n'avaient pas transposé ces règles en mai 2016 suivies par des avis motivés à 15 d'entre eux en décembre 2016. Quatre Etats membres n'ont toujours pas notifié la transposition de la législation suivante: - Autriche et Luxembourg - Directives 2014/23/EU, 2014/24/EU, 2014/25/EU; - Espagne - Directives 2014/23/EU, 2014/25/EU; et Slovaquie - Directive 2014/23/EU.

Services – en décembre, la Commission a décidé de renvoyer l'**Autriche** devant la Cour européenne de Justice à la suite de règles exagérément restrictives sur la fourniture de services par des architectes, des ingénieurs, des avocats en droit de brevets et des vétérinaires. La législation autrichienne impose une série d'exigences aux professions réglementées: - exigences de siège pour les architectes, les ingénieurs et les avocats; - forme juridique et actionnariat excessif pour les architectes, les ingénieurs, les avocats et les vétérinaires; - restrictions sur les entreprises multidisciplinaires pour les architectes, les ingénieurs et les avocats.

La Commission estime que ces exigences créent des obstacles injustifiés pour la fourniture de services par ces professions et s'opposent à la liberté de fourniture de ces services (Articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'UE, TFUE) et à la Directive Services (Articles 14, 15 et 25 de la Directive 2006/123/CE). L'Autriche



a été priée de remédier à l'infraction au droit communautaire, d'abord par une mise en demeure envoyée en juin 2015, ensuite dans un avis motivé en février 2016 et, à la suite d'un échange avec les autorités autrichiennes, dans un avis motivé complémentaire en novembre 2016. Comme les autorités autrichiennes restent sur leurs positions, la Commission a décidé de citer l'Autriche devant la Cour européenne de Justice.

Qualifications professionnelles – en décembre, la Commission a envoyé une lettre de mise en demeure à **Chypre** pour n'avoir pas reconnu la formation professionnelle dans les domaines de l'ingénierie et de l'architecture acquise par des citoyens chypriotes dans d'autres Etats membres, ce qui ne semble pas être conforme à la Directive 2005/36/EC. En outre, les règles nationales ne respectent pas pleinement le principe de la reconnaissance automatique des qualifications professionnelles acquises à l'étranger par des architectes, comme le prévoit l'article 49 de la Directive 2005/36/EC. Chypre a maintenant deux mois pour remédier à la situation ; à défaut, la Commission peut décider d'envoyer un avis motivé.

Performance des bâtiments – en juin 2017, la Commission a demandé à la **République tchèque et aux Pays-Bas** de transposer correctement toutes les exigences de la Directive Performance énergétique des bâtiments (Directive 2010/31/EU) dans son droit national.

En décembre 2017, la Commission a envoyé des lettres de mise en demeure demandant à la **Grèce** et à **Malte** de garantir la mise en œuvre correcte de la Directive Performance énergétique des bâtiments (Directive 2010/31/EU).

Honoraires (HOAI) – en novembre 2016, la Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction contre l'**Allemagne** par rapport au HOAI. D'après la Commission, les taux minimum/

maximum contraignants du HOAI ne sont pas conformes à la Directive Services (2006/123/EC). Comme le gouvernement fédéral allemand n'est pas d'accord avec l'opinion juridique défendue par la Commission et ne souhaite pas modifier le HOAI pour en supprimer les taux minimum/maximum contraignants, l'affaire a été soumise à la Cour européenne de justice fin juin 2017.

Entre-temps, des opinions juridiques et des études sont venues soutenir la position du gouvernement fédéral allemand et de la Chambre fédérale des architectes allemands (BAK), selon lesquels une réglementation des prix sur un marché de « produits de confiance » aboutit non seulement à une meilleure qualité mais aussi à une meilleure efficacité du marché. Lors de la réunion de l'Assemblée générale l'an dernier, le Conseil des Architectes d'Europe a consulté ses Organisations membres pour vérifier si l'existence d'un barème statutaire des honoraires en Allemagne avait un quelconque impact sur la mobilité professionnelle et en particulier, s'il entrave ou empêche les architectes qui souhaitent s'installer en Allemagne pour y travailler.

D'après le CAE, le barème du HOAI n'impose aucune restriction quelle qu'elle soit en termes d'accès au marché. Il n'y a pas de discrimination puisque le barème s'applique de manière identique à tous ceux qui sont établis en Allemagne (et ne s'applique pas à ceux qui offrent des services temporaires ou occasionnels sans s'être établis). En outre, il existe d'autres justifications « d'intérêt général » des barèmes minimum/maximum : notamment garantir un haut niveau de qualité, protéger les consommateurs ; garantir un système transparent dans l'intérêt des consommateurs, et aider les PME et garantir une corrélation correcte entre le prix et le service. Le HOAI n'est pas discriminatoire et n'empêche pas des entreprises étrangères d'offrir des services et on pourrait même le considérer comme un incitant à aller travailler en Allemagne.



OPTIMISER LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

pour stimuler les emplois et la croissance – (Exercice)
(priorité stratégique n°2)

Coordinateur : Georg Pendl

MARCHÉS PUBLICS / CONCOURS DE CONCEPTION ARCHITECTURALE G. Pendl

Les Règles du CAE pour les concours de conception architecturale ont été actualisées en 2017. elles sont au nombre de neuf et incluent une disposition prévoyant la participation du public. Le *Cahier des charges Maître* pour les concours de conception architecturale a également été actualisé et une nouvelle page du site est à présent accessible avec des liens vers sites de concours dans toute l'Europe.

Contrats inférieurs aux seuils : Même si la COM a émis le souhait de garantir que des « Contrats inférieurs aux seuils » satisfassent aux critères de base de ceux qui sont supérieurs à ces seuils, peu de choses ont bougé et il a donc été convenu que le CAE s'accorde sur sa propre politique.

Directive Recours : Le CAE a adopté une position politique préconisant que les organisations professionnelles se voient attribuer une « compétence en matière de plaintes » pour leur permettre de représenter leurs membres (en particulier les PME) s'ils le souhaitent.

Enfin, dans le courant de l'année 2017, le CAE a commencé à collecter des images de la part des Organisations membres pour illustrer une Brochure des meilleures pratiques réunissant projets lauréats de concours de conception, qui sera publiée au printemps 2018.

MISSIONS & SERVICE – R. Schagemann

Fiches sur la responsabilité et l'assurance – Le CAE a publié une série de fiches dans la section internationale de la page d'accueil du CAE afin de donner un aperçu rapide et pratique des responsabilités des architectes et des assurances en indemnité professionnelle par pays. Il est facile à présent de passer en revue les différences entre les régimes de responsabilité et d'assurance nationaux, en assistant et en facilitant ainsi la mobilité des architectes au sein de l'Europe.

Ces fiches sont l'un des résultats d'une étude plus vaste, visant à comprendre les différentes situations juridiques nationales. Elles sont destinées à devenir un « outil » pratique pour les architectes qui ont l'intention d'exercer leur activité à l'étranger. Dans les limites d'un template d'une page, elles procurent la plupart des informations nécessaires sur les responsabilités et assurances (l'assurance est-elle obligatoire ? Comment la prime d'assurance est-elle calculée ? Quelles formes de contrats sont utilisées ?).

Nous remercions tout particulièrement Mathias Lehner de l'Institut Royal des Architectes Néerlandais, Pays-Bas, qui a pris en charge ce projet.

La nouvelle plateforme d'assurance fête son premier anniversaire – L'assurance de couverture professionnelle pour les activités transfrontalières des architectes en Europe – le travail effectué

dans le domaine de l'assurance en responsabilité avec le GEAAAC (« Groupement Européen pour l'Assurance des Architectes et des Concepteurs ») a déjà porté ses fruits. L'année passée, le groupe de travail du CAE a présenté une solution mise au point avec les représentants du GEAAAC à l'Assemblée générale, qui facilitera la couverture des architectes pour leurs activités transfrontalières.

Le manque d'hétérogénéité de la situation en matière de responsabilité civile entre les Etats membres de l'Union et les difficultés que cela entraînait pour les architectes qui souhaitaient se couvrir pour leurs activités au-delà des frontières limitait l'action de la Commission européenne en ce qui concerne la fourniture de services intracommunautaires. Une formule d'assurance a donc été recherchée pour permettre aux architectes de contracter une assurance couvrant leurs risques de responsabilité professionnelle en Europe de manière simple et sans discrimination (au niveau du prix).

Le GEAAAC est une association de coopératives d'assurances professionnelles (mutuelles) qui sont la propriété d'architectes dans une série d'Etats membres européens. Les engagements du GEAAAC couvrent actuellement des membres en Belgique, en France, en Allemagne, en Espagne, au Luxembourg et en Autriche. Ensemble, ces mutuelles ont créé une plateforme basée sur la toile permettant aux architectes assurés d'obtenir rapidement et facilement des informations sur les primes et les détails basiques des polices d'assurance pour les firmes affiliées au GEAAAC dans leur langue d'origine.

Les polices d'assurance pour les projets immobiliers dépendent du droit du « pays où la construction a lieu » et sont traitées par l'assureur / l'agent immobilier du marché domestique. La couverture de l'assurance et l'aide parallèle en cas de plaintes sont obtenues dans le pays où la construction a lieu.

Même si l'approche du GEEAC est un pas dans la bonne direction, elle n'est pas encore accessible à tous les architectes et elle ne s'étendra pas à d'autres Etats membres européens jusqu'à ce que la phase test soit terminée avec succès. La solution est déjà en ligne depuis un an et a été utilisée de manière extensive au sein de l'association du GEAAAC. Le but du groupe de travail « Mission et services, responsabilité et assurance » est d'attirer de nouveaux pays membres et d'organisations professionnelles en vue d'étendre le réseau, gratuit pour les architectes dans toute l'Europe.

COMMERCE DES SERVICES – Ian Pritchard

Les pourparlers de reconnaissance mutuelle se sont poursuivis avec l'autorité canadienne en charge de l'inscription des architectes (CALA), dans le but de signer un accord final (ARM) au printemps 2018. Ensuite, le but est de notifier ceci à la Commission européenne et aux autorités canadiennes en matière de commerce, ainsi qu'au comité responsable pour les ARM (prévus par le CETA).

Des pourparlers de reconnaissance mutuelle ont aussi eu lieu à Seoul, avec l'Institut coréen des architectes enregistrés (KIRA) et contact a été repris avec la *Federación de Colegios de Arquitectos de la Republica Mexicana* (FCARM) dans le but d'aboutir à un ARM durant la période de 2018-2019.

INTERNATIONALISATION & NOUVEAUX MODÈLES D'AFFAIRES – Indrek Näkk

En 2017, le CAE a créé une nouvelle task force qui se focalisera sur l'Internationalisation & les Nouveaux modèles d'affaires. Après une première réunion à Bruxelles visant à sonder l'intérêt, deux autres réunions ont eu lieu durant l'automne – l'une à Paris, lors de laquelle l'agence des architectes français à l'export (AFEX) est venue faire une présentation, et une autre à Berlin, où le réseau architectural allemand à l'export (NAX) a fait une présentation.



CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ
DU SUD DANEMARK
Kolding, Danemark
Architecte : Henning
Photo : Hufton+Crow

Le groupe a proposé une déclaration d'objectif stratégique lié à l'un des objectifs de développement durable de l'ONU – « Faire en sorte que nos villes et communautés soient vivables et résilientes » et s'est ensuite accordé sur une série de tâches prioritaires, à savoir:

- la préparation d'un guide à l'exportation,
- la formulation d'une série de messages promotionnels importants;
- la mise en place d'une série d'outils disponibles sur la toile destinés à aider les fournisseurs de services transfrontaliers;
- envisager des manières pour le CAE de participer à des événements de promotion du commerce.

Le moment venu, il sera nécessaire de sensibiliser les écoles d'architecture à l'importance du travail international, d'envisager un intérêt mutuel (c'est-à-dire que recherchent ceux qui viennent en Europe ?), les tailles des bureaux, les pays pouvant constituer des cibles stratégiques, le financement de missions, les contrats et l'impact des différentiels du coût de la vie (en revenus) entre les pays.

MODÉLISATION DE L'INFORMATION DU BÂTIMENT (BIM)

Lars Jarle Nore

Le groupe de travail BIM du CAE est actif depuis 2015, et fait office de plateforme pour les Organisations membres pour échanger leur expérience, des informations et adopter des positions communes sur le Building Information Modelling. Durant ces 3 années d'activité, plus de 30 experts de 21 pays membres ont participé aux réunions du groupe de travail.

Le groupe de travail BIM a tenu 3 réunions en 2017: le 16 février à Paris (en liaison avec l'assemblée plénière du CT 442 du CEN); le 12 juin au Luxembourg (réunion conjointe avec la Task Force BIM de l'EFCA; les 12-13 septembre à Budapest (en liaison avec les réunions du groupe de travail CT 442 du CEN).

Depuis 2016, le président du groupe de travail, Lars Jarle Nore, a assuré la liaison avec les travaux du CT 442 du CEN sur le BIM. Le président du CT 442 du CEN et les responsables des GT ont été invités à faire rapport sur les travaux du CEN et du groupe ISO

lors des réunions du groupe de travail du CAE. Le président et le secrétaire du Task groupe BIM de l'Union européen (Représentants de propriétaires de biens publics, acheteurs publics et décideurs politiques – cofondé par la Commission européenne) ont aussi soumis des rapports lors des réunions du GT BIM du CAE.

En juin 2017, le groupe de travail a renforcé ses liens avec la Fédération Européenne des Associations des Ingénieurs Conseils (EFCA). La Directive Marchés Publics et la dépendance par rapport aux producteurs de logiciels figurent parmi les sujets abordés. L'EFCA partage les inquiétudes du CAE concernant l'augmentation du prix des logiciels du BIM et la modification de l'abonnement à la licence de l'Autodesk ainsi que concernant la propriété des données. Les systèmes basés sur le cloud créent un risque en ce qui concerne la propriété et la disponibilité des données. L'EFCA et le CAE ont convenu de soumettre une requête conjointe à la DG COMP sur cette question.

Lors d'une réunion conjointe avec les groupes de travail du CT 442 du CEN à Budapest en septembre, le Groupe a aussi rencontré les développeurs de Graphisoft à leur siège à Budapest pour en savoir plus sur la manière dont un vendeur de logiciels voit l'évolution future du BIM.

Le 1^{er} décembre, le GT BIM a organisé la Conférence « Le BIM en Europe », qui a présenté les résultats de trois années d'activités, avec des interventions par le Task Group BIM de l'Union, le Comité technique du CEN et les utilisateurs du BIM. L'événement était organisé avec le soutien du Programme Creative Europe de l'Union. Des vidéos et présentations de l'événement sont disponibles sur le site du CAE.

En 2018, le groupe de travail n'aura pas de réunions proprement dites mais poursuivra son travail en tant que réseau d'experts en ligne. En outre, le CAE va concevoir des modules de FPC pour les architectes et les mettre à disposition sur son site.



PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE

pour améliorer la qualité de vie
(Priorité stratégique n°3)

Coordinateur : Pedro Belo Ravara

APERÇU

Dans une certaine mesure, il n'y a rien de nouveau dans le concept d'Architecture responsable proposé par le CAE au niveau européen. Il fait écho à l'ouvrage de l'architecte romain du 1er siècle avant JC, Vitruvius, auteur de *De architectura* – selon lequel les bâtiments doivent être conçus en tenant compte de leur durabilité (*firmitas*), de leur commodité (*utilitas*) et de leur beauté (*venustas*).

Par le biais de sa Priorité stratégique 3, le CAE défend une meilleure reconnaissance de solutions architecturales dans l'environnement bâti et une approche holistique de la performance des bâtiments, dans laquelle la mise à niveau ne devrait pas se limiter à l'application aveugle de solutions standardisées, mais inclure des améliorations fonctionnelles et esthétiques des bâtiments, en améliorant leur performance et, si possible, en adoptant des solutions passives alternatives.

Le CAE en appelle à des améliorations continues s'appliquant aux quatre piliers de la performance des bâtiments, à savoir : (1) réduire la consommation de ressources naturelles sur l'ensemble du cycle de vie ; (2) améliorer la qualité de l'environnement intérieur (qualité de l'air, confort thermique, lumière du jour, acoustique) ; (3) améliorer la satisfaction de l'occupant et (4) augmenter la valeur par un coût moindre sur le cycle de vie, un valeur de revente plus élevée, une meilleure adaptabilité et une résilience par rapport aux changements d'affectation et climatique.

En tant que coordinateur de cette Priorité stratégique, ma mission a consisté à instiller dans les positions politiques formulées au sein des groupes de travail Questions urbaines et Environnement et Architecture durable, cet esprit de déconstruction des approches technologiques et de promotion de solutions architecturales. Au cours de ces trois dernières années, le CAE a collaboré avec les DG concernées de la Commission, les Etats membres, les membres du Parlement européen et d'autres acteurs concernés du secteur pour défendre ses positions sur la révision de la Directive Performance énergétique des bâtiments (EPBD) et de la Directive Efficacité énergétique (EED), du nouveau programme Level(s), de l'Indicateur « Smartness » et de l'Agenda urbain de l'Union européenne, pour n'en citer que quelques-uns. Les efforts du CE ont culminé en 2017 dans ce domaine avec l'organisation de deux événements publics durant la Semaine de l'énergie européenne et la participation à la COP23 à Bonn.

Outre une référence constante à une adaptation aux impacts et à l'atténuation des effets du changement climatique, l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement durable vise à réaliser un monde où *les habitats humains sont sûrs, résilients et durables* et où *il existe un accès universel à une énergie abordable, fiable et durable*



(Objectif 11). Une *Architecture responsable* est sans aucun doute capable de jouer un rôle majeur dans la réalisation des Objectifs de Développement durable de l'ONU.

Le CAE cherche aussi à se montrer proactif dans la lutte contre le changement climatique. Il a participé aux trois dernières conférences de la COP, organisées à Paris (COP21 - 2015), Marrakech (COP 22 - 2016) et Bonn (COP23 - 2017) et prépare actuellement une publication sur les bonnes pratiques architecturales par rapport au changement climatique.

Le futur de nos bâtiments, de nos villes, de nos nations et de notre planète dépend d'une prise de conscience du fait que tous les actes – du vol d'un papillon jusqu'à la conception architecturale d'un bâtiment, de l'aménagement d'un espace urbain jusqu'à l'émergence d'une ville nouvelle – peuvent créer une différence : une différence pour un mieux, une différence qui peut être réalisée en assumant notre responsabilité professionnelle.

GRUPE DE TRAVAIL ENVIRONNEMENT & ARCHITECTURE DURABLE

Judit Kimpian

Discussion en panel CAE-BAK et Atelier durant la Semaine de l'Energie durable européenne (EUSEW)

Dans le cadre de la Semaine de l'Energie durable européenne 2017 (EUSEW), le CAE et la Chambre fédérale des architectes allemands (BAK) ont organisé le jeudi 22 juin 2017 à Bruxelles deux événements publics sur le thème de l'Architecture: vers un changement radical de la performance du bâtiment. Dans le contexte de la révision de l'EPBD, le but de ces événements était de partager un feedback de projets architecturaux qui ont réussi à surmonter les difficultés à réaliser des environnements sains, confortables et productifs à faible consommation énergétique et de ressources mesurable. Ces deux événements ont donné lieu à un débat qui a mis en évidence les déterminants architecturaux de la performance énergétique et l'obligation de considérer la performance des bâtiments dans une perspective plus large et plus holistique.

Le premier événement était une discussion en panel au Résidence Palace, avec un discours introductif de Mme Anne Speicher (Baumschlager Eberle Architekten), qui a présenté l'Office Building 2226 – un immeuble passif à Lustenau (Suisse) conçu en vue de garantir des températures confortables à tout moment, tout cela sans chauffage, refroidissement ou ventilation mécanique. L'après-midi, un Atelier a eu lieu à la Maison des Architectes. Après une présentation du Paquet Energie propre par un représentant de la DG Energie, plusieurs architectes et experts ont fait des présentations sur les déterminants architecturaux de la performance des bâtiments, l'importance de la validation de la performance opérationnelle des bâtiments, l'énergie intrinsèque, l'évaluation du cycle de vie, la valeur de la conception et les solutions de financement innovantes pour la rénovation du parc immobilier.

Les enregistrements vidéo des deux événements ainsi que toutes les présentations des orateurs sont disponibles sur le site du CAE.

Level(s) : Un langage commun pour des bâtiments durables – en 2017, le CAE a poursuivi son travail sur le développement de Level(s), un cadre volontaire d'indicateurs en vue du rapport de la performance



énergétique des bâtiments, mis en place par la Commission européenne en étroite collaboration avec des acteurs concernés, dont le CAE. Level(s) permet aux utilisateurs d'évoluer d'évaluations simples vers des méthodes de calcul plus complexes du cycle de vie. Les indicateurs de Level(s) couvrent : les émissions de gaz à effet de serre, les cycles de vie des matériaux circulaires et à faible consommation de ressources, l'utilisation efficace des ressources en eau, des espaces sains et confortables, de l'adaptation et de la résilience par rapport au changement climatique, ainsi que de l'ensemble du coût et de la valeur d'un bâtiment sur tout son cycle de vie. Judit Kimpian, Présidente du Groupe de travail Durabilité du CAE, représente le CAE au sein du Comité de pilotage créé par la Commission. Elle a réalisé des interviews vidéo avec la Commission afin de promouvoir ce nouvel outil (disponible sur le site de la DG Environnement). Level(s) est entré en phase test. Les professionnels des secteurs de la construction et du bâtiment, dont les architectes, peuvent tester Level(s) ; leur feedback contribuera à améliorer l'outil.

Indicateur Smartness – dans sa proposition de révision de l'EPBD, la Commission propose de créer un « Indicateur Smartness », ou « Un indicateur intelligent de l'adaptabilité des bâtiments », afin d'évaluer la capacité technologique d'un bâtiment d'interagir avec ses occupants et le réseau et à se gérer efficacement. L'indicateur Smartness vise à faire prendre conscience aux propriétaires et occupants d'immeubles de la valeur que recèle l'automatisation et le monitoring électronique de systèmes de construction techniques et de donner confiance à l'occupant par rapport aux économies que permettent réellement ces nouvelles fonctionnalités.

A la suite des événements CAE-BAK durant l'EUSEW, le CAE a été invité par la Commission à se joindre à un groupe d'acteurs concernés chargé du suivi d'une étude préparatoire confiée à des consultants externes, qui va investiguer sa conception potentielle et proposer une méthodologie pour définir l'indicateur.

GROUPE DE TRAVAIL QUESTIONS URBAINES ET LOGEMENT

Eugen Panescu

Agenda urbain pour l'UE - en 2016, les ministres européens responsables des questions urbaines se sont accordés sur le Pacte d'Amsterdam, qui établissait l'Agenda urbain pour l'UE. L'Agenda urbain pour l'UE est censé devenir une nouvelle méthode de travail en vue de promouvoir la coopération entre les Etats membres, les villes, la Commission européenne et les acteurs concernés, afin de développer et de mettre en œuvre des actions permettant d'affronter avec succès les défis auxquels sont confrontées les villes.

Un élément de cette nouvelle approche est la mise en place de 12 Partenariats thématiques, impliquant de manière égale les villes, les Etats membres, la Commission et les acteurs concernés. Quatre partenariats ont été lancés en 2016 sur l'Inclusion des migrants et des réfugiés, la Qualité de l'air, le Logement et la Pauvreté urbaine. Quatre autres partenariats ont commencé leurs travaux en février 2017 sur l'Economie circulaire, la Transition numérique, la Mobilité urbaine et l'Emploi et les qualifications dans l'économie locale. Les quatre derniers ont été lancés avant l'été 2017 sur la Transition énergétique, l'Adaptation au climat, les Marchés publics innovants et responsables et l'Utilisation durable du sol et les solutions basées sur la nature.

Forum Cities, Rotterdam - les 27-28 novembre, des membres du GT Questions urbaines du CAE ont participé au troisième Forum Cities, organisé à Rotterdam (Pays-Bas) par la Commission européenne. Cet événement de deux jours a réuni des acteurs concernés des niveaux européen, national et local pour débattre de l'avancement de l'Agenda urbain pour l'UE, de la dimension urbaine de la Politique de cohésion ainsi que de la réponse de l'UE à la dimension urbaine de l'Agenda 2030 et du nouvel Agenda urbain.

A cette occasion, une nouvelle plateforme a été lancée pour assister les villes à améliorer leurs capacités d'investissement. Des maires, des ministres, des commissaires et d'autres orateurs de haut niveau ont réfléchi à leurs défis actuels et partager leurs visions de la manière de progresser vers une meilleure politique urbaine dans leur action politique et leurs investissements urbains.

La Commission a souligné la nécessité de commencer à préparer de nouveaux partenariats, comme la sécurité des espaces publics et le patrimoine culturel. Elle a aussi mis en exergue des initiatives récentes de la Commission, notamment le programme de financement des Actions urbaines innovantes, qui alloue aux zones urbaines des ressources leur permettant de tester des solutions nouvelles et non éprouvées en vue de répondre aux défis des villes et qui est parfaitement en ligne avec les thèmes prioritaires de l'Agenda urbain.

CAMPAGNE ARCHITECTES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le cadre de sa Campagne « Architectes contre le changement climatique », le CAE a essayé de stimuler la prise de conscience par le public, les professionnels de la construction et les décideurs politiques des solutions que l'architecture peut apporter aux problèmes que pose le changement climatique. Les bâtiments étant responsables de 40% de la consommation énergétique et de 36% des émissions de CO₂ en Europe, le CAE estime que l'atteinte des objectifs européens en matière de climat ne sera possible que si des actions politiques urgentes sont entreprises dans le secteur des bâtiments.

A l'occasion de la **COP23**, qui a eu lieu en novembre de cette année à Bonn (Allemagne), le CAE a participé au Symposium « Building Action » organisé par l'Alliance Globale pour les bâtiments et la construction (Global ABC). Judit Kimpian, Présidente du groupe de travail durabilité du CAE a prononcé le discours liminaire de l'événement.

Elle a souligné le rôle significatif de l'environnement bâti en vue d'atteindre les objectifs climatiques de Paris et a argumenté que la transformation de l'environnement bâti pour améliorer la santé et le bien-être avec une utilisation nettement moindre de ressources naturelles et un faible coût sur le cycle de vie, représente un défi de conception générationnel. « *L'architecture peut potentiellement changer la donne: armée de données robustes et d'un feedback & soutenue par une réglementation progressiste, elle peut potentiellement provoquer un changement radical dans les taux de rénovation avec une valeur ajoutée significative des parcs immobiliers nationaux, une meilleure qualité de vie, et apporter une contribution majeure au développement de l'économie circulaire.* ».



PROJETS FINANCÉS PAR L'UE

Veronika Schröpfer

En 2017 le CAE a participé à cinq projets financés par l'UE. Le projet ERASMUS+ en coopération avec l'AEEA (Association européenne pour l'Enseignement de l'Architecture) qui s'est achevé avec succès à la fin du mois d'août. Le projet A2PBEER du 7^{ème} Programme Cadre a été prolongé de six mois. Les Projets Horizon 2020 (H2020) PROF/TRAC et ABRACADABRA se sont poursuivis. En outre deux nouveaux projets BIMplement et RenoZEB ont démarré en septembre et en octobre.

Tous ces projets traitent des questions liées à la durabilité, au changement climatique, à l'efficacité des ressources et à la rénovation des bâtiments. Les projets développent par exemple des matériaux et des technologies novateurs, une formation professionnelle continue (FPC) et un meilleur enseignement de l'architecture, des modèles économiques pour financer des rénovations énergétiques et des prises de position. À travers ces projets, le CAE cherche à promouvoir le rôle des architectes dans la construction et la régénération urbaine, à influencer la recherche de pointe et à la rendre applicable pour les architectes européens

A2PBEER

(Octobre 2013 - Février 2018)

www.a2pbeer.eu



Le projet A2PBEER a pour objectif de développer une méthodologie systémique pour la rénovation éco-énergétique des bâtiments publics et de tirer profit de synergies d'interventions au niveau du quartier. La méthodologie A2PBEER inclut à la fois des solutions disponibles et les plus innovatrices de celles qui auront été développées par le projet comme une «rénovation haute performance de l'enveloppe» basée sur une rénovation de façade externe et interne super-isolée, des fenêtres et des systèmes d'éclairage intelligents combinant des LED et la lumière naturelle ainsi que la «Double sub-station thermique intelligente» («Smart Dual Thermal Substation»), une nouvelle approche du chauffage urbain. Un «kitconcept» sera appliqué au développement de nouvelles solutions afin de déployer des solutions adaptables et abordables.

A2PBEER a réalisé deux outils gratuits en ligne pour la réhabilitation des bâtiments publics, qui sont disponibles sur le site Internet du projet : la boîte à outils du guide de soutien aide les parties prenantes à prendre des décisions optimales sur la façon d'améliorer la performance énergétique de leur bâtiment ou district public. L'outil financier utilise une simple feuille Excel qui se concentre sur l'analyse financière, le retour sur investissement, le contrôle des coûts et l'évaluation de la réhabilitation des bâtiments publics.

Les points culminants de 2017 ont été les formations sur les technologies innovantes pour la rénovation des bâtiments publics qui se sont déroulées dans sept pays, perfectionnant plus de 300 professionnels gratuitement. En outre, le projet a créé des webinaires

en ligne sur différentes unités de formation, disponibles pour tout le monde, à tout moment et gratuitement sur la chaîne YouTube A2PBEER. Nous attendons avec impatience 2018 pour terminer ce projet et **présenter les résultats à Wels en Autriche, lors des journées mondiales de l'énergie durable le 2 mars 2018.**

PROF/TRAC

(Mars 2015 - Février 2018)

www.proffrac.eu



PROF / TRAC

PROF/TRAC développe et maintient une plateforme ouverte d'éducation pour le développement professionnel continu. Cette plateforme s'adresse aux experts techniques, aux architectes, aux ingénieurs et aux gestionnaires impliqués dans la conception et la construction « nZEB » (bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle). En particulier, la collaboration entre ces professions est nécessaire pour développer une compréhension mutuelle des disciplines de chacune et pour combiner les compétences pour réaliser la construction idéale nZEB et la modernisation en terme de performance de qualité, efficacité énergétique et efficacité des coûts. La première étape consiste à cartographier les compétences et les qualifications existantes de sept projets pilotes dans l'UE et à comparer celles-ci avec les compétences requises pour les nZEB. Par la suite, le résultat a été comparé avec les qualifications existantes, les sources de connaissances, les programmes d'éducation, la formation post-initiale et les structures d'accréditation et de certification, ainsi qu'aux actions de compétence BUILD-UP. Sur cette base, le projet a développé une formation « train the trainer » (former les formateurs) qui s'est déroulée à cinq reprises, ouverte aux formateurs de Formation Professionnelle Continue (FPC) de toute l'Europe.

Le CAE a impliqué huit de ses Organisations membres (OM) dans ce projet. Les OM italienne et slovène étaient partenaires du projet depuis le début. En outre les OM danoise, tchèque, croate, irlandaise, espagnole et portugaise ont envoyé leurs formateurs de FPC aux ateliers.

Le point culminant en 2017 a été la création de 11 webinaires sur la formation nZEB disponibles sur la chaîne YouTube PROF/TRAC. En outre, divers rapports et lignes directrices sur la manière de cartographier les compétences dans votre pays et sur la manière de mettre en place une formation nZEB ont été publiés sur le site Internet du projet. Il existe même une base de données gratuite de matériel de formation à utiliser pour tout le monde.

Nous attendons avec impatience 2018 pour terminer ce projet et présenter tous les résultats à Bruxelles lors de la conférence finale « L'offensive européenne multi-niveaux de compétences – la clé pour assurer le soutien public à la transition énergétique », le 20 février 2018.

ABRACADABRA

(Mars 2016 - Février 2019)

www.abracadabra-project.eu



Ce projet d'une durée de trois ans porte sur le développement du marché de l'efficacité énergétique et est basé sur l'hypothèse que les avantages qui ne se rapportent pas directement à l'énergie jouent un rôle clé dans la rénovation profonde des bâtiments existants. En particulier, les actions seront axées sur le principal avantage suivant : la génération d'une augmentation substantielle de la valeur immobilière des bâtiments grâce à une transformation architecturale et énergétique importante pour aller au-delà de la performance énergétique minimum et atteindre la consommation quasi nulle d'énergie (Nearly Zero Energy buildings - nZEBs).

Des ateliers nationaux sont organisés tous les six mois en Italie,



OBJECTS FOR NATURE
RESERVE SKOCJANSKI ZATOK
Koper, Slovénie
Architecte : avnikar Potokar Architectural Office
Photo : Miran Kambič

Grèce, Espagne, Norvège, Bulgarie, Roumanie, aux Pays-Bas et en Lettonie, qui sont ouvertes à tous les groupes intéressés. Les réunions portent sur les outils techniques, réglementaires et financiers destinés à augmenter le taux de rénovation du parc immobilier de l'UE. Toutes les positions des ateliers nationaux seront ensuite présentées à des ateliers internationaux biannuels coordonnés par le CAE.

En 2017, deux conférences internationales ont été organisées à Bruxelles et Barcelone, qui comprenaient des ateliers de formations gratuits sur les outils d'aide à la décision. M. Richard Brindley du Bureau exécutif du CAE y a parlé de la valeur du design lors de la Conférence qui s'est tenue à Bruxelles, soulignant le rôle de l'architecte dans la rénovation énergétique.

Des ateliers plus intéressants et internationaux ouverts à tous seront organisés en 2018. De plus, le projet offre la possibilité à des projets de rénovation de participer au projet en tant qu'études de cas et de bénéficier de conseils gratuits sur des questions financières, techniques et réglementaires.

BIMplement
(Septembre 2017 - Février 2020)
www.bimplement-project.eu



L'objectif global de ce projet est d'améliorer la qualité de la construction et de la rénovation de nZEB en mettant en place des programmes de formation à grande échelle, de Formation Professionnelle Continue et de systèmes de qualification BIM. Ceci s'adresse à toute la chaîne de valeur dans une approche multi disciplinaire, consolidée via des outils interactifs et des outils d'apprentissage BIM adaptés au milieu du travail.

La construction de nZEB a besoin d'une approche systématique

améliorée pour le contrôle de qualité de l'ensemble du processus afin de réduire l'écart entre les performances prévues et les performances réelles des bâtiments. Cela nécessite une main-d'œuvre pleinement qualifiée et équipée, capable de mettre en œuvre et d'exécuter toutes les actions du travail nécessaires avec la compréhension de la responsabilité de leur propre profession et de leur travail, ainsi que la relation avec les autres professions et les autres travaux.

Nous attendons avec impatience 2018 pour offrir une formation gratuite et de qualité aux architectes européens et pour entamer des discussions avec tous les acteurs importants du secteur au sein du réseau international des parties prenantes géré par le CAE.

RenoZEB
(Octobre 2017 - Mars 2021)
www.renozeb.eu



RenoZEB vise à débloquent le marché de la rénovation des bâtiments à énergie quasi-nulle (nZEB) en augmentant la valeur de la propriété grâce à une nouvelle approche systémique de la modernisation. Cela inclura des composants innovants, des processus et des méthodologies de prise de décision pour guider tous les acteurs de la chaîne de valeur dans l'action de rénovation des bâtiments du nZEB. RenoZEB fournira des solutions «plug and play» rentables pour des projets de réhabilitation à grande échelle de nZEB, garantissant l'intégration de tous ces composants, méthodologies, formations, directives et projets pilotes. Les projets pilotes réels et virtuels montreront et assureront la reproductibilité des schémas et des outils techniques pour aborder de manière appropriée la valorisation du parc immobilier avant et après l'application des schémas de rénovation du nZEB.



COMMUNICATIONS

Lionel Dunet

SITE INTERNET

Les pages « Politique architecturale en Europe » et « Concours de conception architecturale » ont été finalisées et peuvent à présent être consultées. La page « Internationalisation » est actualisée en permanence pour refléter la situation actuelle au sein de l'Union (nouveaux programmes de financement, nouvelles publications, fiches d'assurance, etc.)

En 2017, le site du CAE a été visité par 23.000 utilisateurs, avec une moyenne de 3.000 sessions par mois. Les pages les plus visitées sont « Architectes en Europe » et « Politiques du CAE ».

MÉDIAS SOCIAUX

Le CAE a touché près de 900 followers sur Twitter, qui est devenu un canal important pour partager des informations et dialoguer avec des acteurs concernés, et a atteint (en moyenne) 680 visites par mois et 15.000 impressions Tweet.

Aujourd'hui, 3.700 utilisateurs suivent les mises à jour du CAE sur Facebook et 780 se sont inscrits au réseau social professionnel LinkedIn.

En outre, nous avons développé le canal Youtube du CAE, où les architectes peuvent trouver des vidéos des événements du CAE et des projets européens. En 2017, le profil a reçu 1.300 visites (pour un total de 6.300 minutes regardées!)

WEBCASTS

Pour la première année du projet Creative Europe, le CAE a diffusé en streaming les sessions spéciales des deux Assemblées générales. La session de printemps a pris la forme d'un Symposium sur l'enseignement en architecture et la deuxième était la conférence « Le BIM en Europe ». Le CAE a également diffusé en streaming un atelier sur la Performance des bâtiments, qui s'est tenu en juin à Bruxelles dans le cadre de la Semaine de l'Energie durable européenne.

Grâce aux webcasts, le CAE a pu toucher une audience plus large et exercer une influence plus forte sur la communauté architecturale. Les vidéos des événements enregistrés sont disponibles sur le site du CAE.

PUBLICATIONS

D'autres publications du CAE, notamment l'étude du secteur et « l'impact économique des différentes approches réglementaires sur le secteur de l'architecture en Europe », sont aussi disponibles sur le site du CAE.



CUBIERTA DEL MOLINETE
Carthage, Espagne
Architecte: Amann-Cánovas-Maruri
Photo : David Frutos





VIVIENDAS
Madrid, Espagne
Architecte: Amann-Cánovas-Maruri
Photo : David Frutos

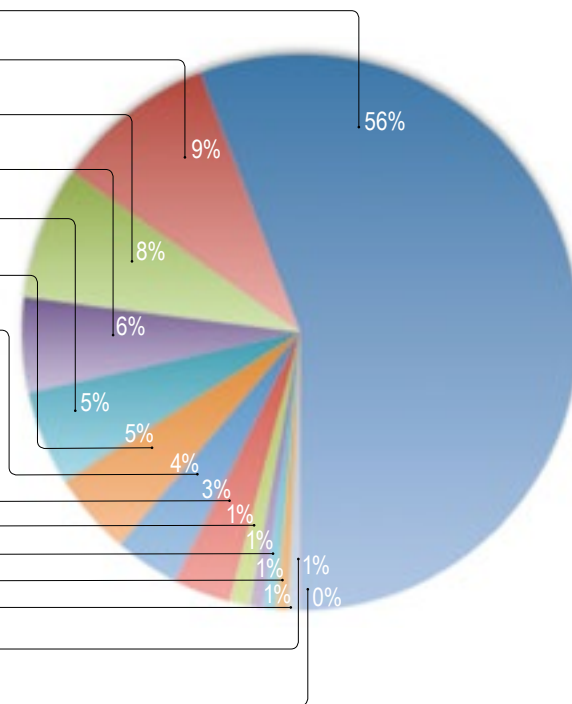


RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE ET RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2017

Paula Huotelin

DEPENSES

Frais de personnel	€ 452.879
Projets	€ 76.162
Frais du Bureau exécutif	€ 62.862
Locaux	€ 44.791
Amortissements & provisions	€ 44.553
Dépenses liées aux réunions du CAE	€ 38.968
Autres coûts opérationnels	€ 30.543
Honoraires professionnels	€ 27.049
Dépenses liées au véhicule moteur	€ 9.630
Assurance	€ 6.532
Communications	€ 6.034
Fourniture de bureau et services	€ 5.316
Entretien	€ 5.028
Dépenses financières	€ 652
Transfert vers le fond de réserve	€ 109.147



DEPENSES TOTALES

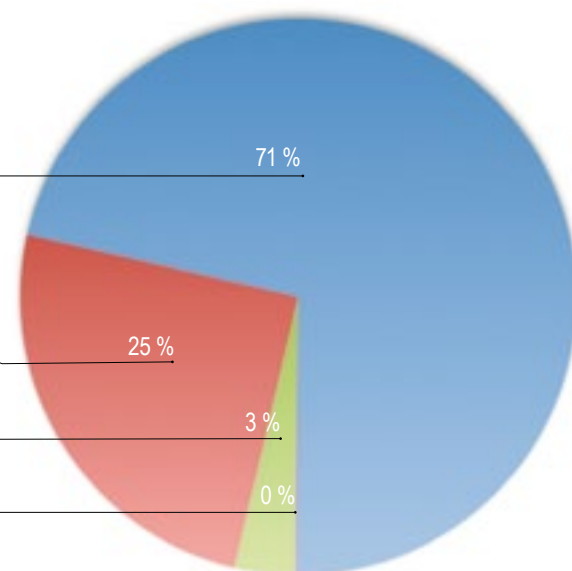
€ 920.145

REVENUS

Contributions des membres	€ 657.013
Activités	€ 229.279
Dépenses récupérées	€ 31.883
Revenus financiers	€ 1.970

REVENUS TOTAUX

€ 920.145



STRUCTURE DU CAE

(Gouvernance, Membres)

Le Conseil des Architectes d'Europe est une Association Internationale Sans But Lucratif. elle est composée d'une Assemblée générale, d'un Bureau exécutif et d'un Secrétariat permanent basé à Bruxelles.

L'Assemblée générale est composée de délégués de toutes les Organisations membres. elle constitue l'organe souverain et se réunit deux fois par an pour adopter les politiques et le budget du CAE.

la Fonction du Bureau exécutif consiste à exécuter les politiques formulées par l'Assemblée générale et à garantir la bonne administration du CAE. Il est composé de 11 membres.

La principale fonction du Secrétariat du CAE consiste à soutenir la structure de gouvernance du CAE et à être l'interlocuteur permanent des institutions européennes pour la représentation des intérêts du CAE.

MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF 2017

Luciano Lazzari



Italie
Président

Paula Huotelin



Finlande
Vice-Président, Trésorière

Dubravko Bacic



Croatie
Coordinateur :
Accès à la Profession

Georg Pendl



Autriche
Coordinateur :
Exercice de la profession
& Commerce des services

Pedro Belo Ravara



Portugal
Coordinateur :
Architecture responsable

Richard Brindley



Grande-Bretagne
Questions réglementaires

Lionel Dunet



France
Communications

Lars Jarl Nore



Norvège
Modélisation
des informations
sur le bâtiment – BIM

Eugen Panescu



Roumanie
Questions urbaines

Ruth Schagemann



Allemagne
Missions et Services

Emil Yordanov



Bulgarie
Membre
du Bureau exécutif

STAFF

Ian Pritchard



Secrétaire Général

Gerardo Ambrosecchia



Communications Officer

Caroline André



Head of Administration

Pierre Obajtek



Policy Officer

Giulia Obinu



Administrative Assistant

Veronika Schröpfer



EU Projects Officer



CONTEXTE POLITIQUE ET PRIORITÉS POUR 2018

L'actuel « trio de la présidence » du Conseil de l'Europe – l'Estonie – la Bulgarie - Autriche – court jusqu'en décembre 2018. Sans surprise, il existe de nombreux points communs entre le programme de 18 mois du Conseil et le programme de travail de la Commission pour 2018. Le programme ne comportera qu'un nombre limité d'initiatives législatives dans des domaines prioritaires – en partie parce que la Commission a déjà réalisé 80% des propositions qu'elle projetait de faire aboutir – et en partie parce que toute autre proposition devra être déposée en mai pour donner le temps au Parlement et au Conseil de terminer leurs travaux avant les prochaines élections de juin 2019.

L'accent principal est maintenu sur l'emploi et la croissance, ainsi que sur une participation accrue des citoyens, ce qui correspond aux principes d'une meilleure réglementation. Comme toujours, l'achèvement du Marché unique constitue une priorité, avec un accent sur la mise en œuvre et l'application des règles du Marché unique et l'élimination des barrières restantes en menant à terme les initiatives prises dans les paquets biens et services. En 2018, la Commission concentrera ses efforts sur la révision du droit des sociétés pour aider les entreprises avec des règles plus efficaces et moderniser les règles de fixation des taux de TVA et aussi déposer une proposition visant à simplifier le régime de la TVA. La Commission traitera aussi des problèmes de mobilité professionnelle et de coordination de la sécurité sociale en proposant une Autorité européenne en droit du travail.

Education & Culture sont des éléments-clés si l'on veut bâtir des sociétés inclusives et cohésives et soutenir la compétitivité européenne. Le Conseil européen a lancé un appel aux Etats membres, au Conseil et à la COM pour qu'ils oeuvrent à une amélioration de la mobilité (Erasmus+) et profitent de l'Année européenne du patrimoine culturel pour stimuler une prise de conscience de l'importance sociale et économique de la culture et du patrimoine culturel. On leur demande aussi d'examiner des mesures permettant de répondre aux problèmes de compétences, à la nécessité d'un apprentissage inclusif tout au long de la vie et de définir une approche de l'éducation et de la formation basée sur l'innovation, tout en créant les conditions cadre juridiques et financières pour le développement des secteurs culturel et créatif et la mobilité des professionnels de ces secteurs.

La Commission continuera à promouvoir un climat favorable à l'Entreprenariat et à la création d'emplois et les trois présidences collaboreront pour s'atteler aux problèmes et aux manques de compétences, avec un accent sur l'employabilité, la mobilité, une croissance durable et une concurrence loyale. A cette fin, la COM soutiendra les PME et les start-ups en leur garantissant un accès à des formes alternatives de financement, en encourageant l'investissement dans l'innovation, la recherche et le développement, en facilitant l'accès à des produits de propriété intellectuelle et à de meilleures qualifications pour tous pour maintenir un degré de compétitivité et de productivité élevés sur le marché de l'emploi.

L'UE applique quelques-unes des normes environnementales les plus sévères au monde qui contribuent à préserver la santé et la qualité de vie des citoyens. Le « trio » continuera à mettre en œuvre l'Agenda 2030 de l'ONU pour un développement durable et favoriser la « croissance verte » qui peut jouer un rôle dans la création d'emploi, stimuler l'innovation et favoriser l'investissement pour rendre l'Union plus compétitive. Les trois présidences feront



MAISON UNIFAMILIALE ET ANNEXES
Otopeni, Roumanie
Architecte : Format Architecture & Design
Photo : Arthur Tintu

aussi avancer la mise en œuvre de la Stratégie de l'Union en matière d'Energie, en ce compris la présentation du Paquet Energie propre et de ses objectifs en matière de Politique climatique (cf. les engagements de l'Accord de Paris et les objectifs 2030 de l'Union). La DG Energie continuera à œuvrer en faveur du développement d'un Indicateur Smartness, comme prévu par l'EPBD révisée, afin d'évaluer l'aptitude technologique des bâtiments d'interagir avec leurs occupants et le réseau et de se gérer efficacement.

L'UE continuera à démontrer les avantages du commerce libre, basé sur des règles en mettant l'accent sur la mise en œuvre du Traité CETA avec le Canada et espère conclure les négociations avec le Japon et d'autres. Les partenariats avec des organisations internationales comme les Nations Unies, des organisations régionales (comme ASEAN) et des acteurs-clés (le Brésil, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique et l'Afrique du Sud) seront encouragés.

PROGRAMME DU PRÉSIDENT DU CAE – GEORG PENDL

Lors de sa réunion de décembre 2017, l'Assemblée générale du CAE a élu Georg Pendl (Autriche) comme Président pour la période 2018-2019).

La majeure partie du programme en cours du CAE est déjà défini pour répondre au mieux à une série d'initiatives de la COM énumérées ci-dessus. Le CAE continuera par conséquent à réagir à l'agenda législatif par rapport aux Qualifications professionnelles, au Paquet législatif sur les Services et d'autres activités liées à la réglementation professionnelle destinées à progresser dans l'achèvement du Marché unique.

Il continuera à répondre au Paquet Marchés publics de la COM, à améliorer les compétences de la profession, particulièrement en ce qui concerne la numérisation (notamment avec le Building



PRIORITES STRATEGIQUES POUR L'ACTION DU CAE EN 2018

La Stratégie 2016 – 2020 du CAE se focalise sur les domaines suivants :

1. SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU – pour protéger l'intérêt public

- **Education, formation & développement** – promouvoir une plus grande convergence des normes, des approches communes du stage, de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'accréditation; préparer la révision de la Directive Qualifications professionnelles en 2017 ;
- **Réglementation** - Surveiller la réglementation et son incidence sur la profession; répondre à la Stratégie du Marché unique (propositions de Directive proportionnalité, Carte Services) ;
- **Ethique & confiance** – promulguer le Code de déontologie du CAE récemment mis à jour dans le cadre du programme de convergence volontaire de l'UE (cf. Directive SIM).

2. FAVORISER LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE – pour stimuler l'emploi et la croissance

- **Internationalisation & nouveaux modèles économiques** – mettre l'accent sur l'internationalisation et les nouveaux modèles économiques pour aider à l'acquisition de compétences entrepreneuriales et bénéficier de l'aide de l'UE pour l'exportation. Poursuivre le travail en vue d'aligner les normes européennes et internationales et conclure des Accords de reconnaissance mutuelle avec les marchés-clés ;
- **Pratique professionnelle** – assister les prestataires de services transfrontaliers en poursuivant notre travail sur les assurances/contrats ; promouvoir la sélection basée sur la qualité et les concours d'architecture dans les marchés publics et accorder une compétence en cas de plaintes aux organes professionnels dans le cadre de la Directive sur les recours ;
- **Business Information Modelling** – développer les positions du CAE sur BIM ;

3. BAUKULTUR – vers la qualité dans l'environnement bâti

- **Responsabilité** – répondre au paquet Energie de l'Union (EPBD-EED-RED); développer le rôle des architectes dans la rénovation et la réduction de la consommation d'énergie; contribuer aux initiatives post COP22 ;
- **Questions urbaines** – aborder l'Agenda urbain de l'UE, cartographier les Stratégies nationales en matière de logement et formuler une position sur les villes intelligentes ;
- **Valeur** – travailler à la reconnaissance de la valeur de la conception vis-à-vis du cycle de vie du projet, en tant qu'investissement intelligent; considérer l'impact de l'architecture sur la qualité de vie ;
- **Recherche & Innovation** – continuer à participer activement aux projets européens (Horizon 2020).

Les objectifs de la deuxième année de Creative Europe incluent: séminaire EUSEW; Conférence sur le Patrimoine architectural; Conférence d'avril 2019 sur la Baukultur; nouvelles pages Internet, réunions Export, publication + appli; Accords de reconnaissance mutuelle; travail du CEN sur le BIM; étude de la valeur ; étude du secteur, étude ESA ; exposition des meilleurs exemples de projets qui contribuent à atténuer les pires effets du changement climatique.

Information Modelling et la mise au point d'une norme européenne au sein du Comité technique du CEN) et la promotion d'aptitude entrepreneuriales supérieures en réponse aux menaces et aux opportunités d'internationalisation et à la nécessité de rester globalement compétitif (Commerce, Export).

Nous continuerons à solliciter l'expertise de nos conseillers sur les questions de durabilité et de répondre activement et de manière critique à la mise en œuvre du Paquet Energie propre et, en particulier, à la Directive Performance énergétique des bâtiments révisée. De manière similaire, il sera important que les experts suivent les évolutions dans le domaine du Building Information Modelling.

Dans le domaine des Questions urbaines, j'espère qu'il sera possible d'investir de l'énergie dans l'affirmation de la pertinence de l'architecture pour le secteur culturel. L'Année européenne du Patrimoine culturel offre des opportunités de mettre ce domaine davantage en évidence. Notre proposition de tenir une conférence, en tandem avec l'Assemblée d'hiver, dans l'une des Capitales européennes de la Culture en constituera un point culminant.

Nous explorerons aussi les possibilités de collaborer avec des centres d'architecture sur des questions liées à la Baukultur, pour communiquer la valeur de l'architecture pour l'environnement bâti au niveau de l'Union, par exemple, en les réunissant avec d'autres acteurs concernés, par exemple, lors d'une conférence visant à rédiger une déclaration servant de base au travail en cours.

Nous continuerons à développer nos contacts internationaux, avec des organes régionaux compétents en matière d'architecture, et en particulier avec nos voisins les plus proches au sein de l'Union africaine des Architectes. En outre, nous tenterons de transformer une partie de l'information que contient la section internationale de notre site en une application qui pourrait être mise à la disposition d'architectes individuels intéressés par un travail transfrontalier.

PLAN D'ACTIVITÉ DU CAE POUR 2018

SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU

EDUCATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Directive Qualifications Professionnelles

- **Paquet législatif sur les Services** – avec le groupe de travail RQI, assurer le suivi du processus législatif ordinaire par rapport au Paquet législatif sur les Services ;
- **DQP** – se préparer pour la publication de l'évaluation de la COM de la mise en œuvre de la DQP ;
- Soutenir le développement du **Stage** pour encourager la mobilité internationale et augmenter les possibilités qui s'offrent aux jeunes architectes ;
- Reconnaître l'importance de **L'apprentissage tout au long de la vie** et le rôle des professions dans l'offre de Développement professionnel continu pour garantir que les compétences des architectes restent à jour. Assurer le suivi des réponses à l'article 22 de la DQP (DPC) ;
- Développer le module FPC sur « **comment s'établir dans un autre pays** ».

Programme avec les écoles

Consolider la fusion du Projet du meilleur diplôme (CAE-AEEA) avec le Prix du jeune talent en architecture Mies van der Rohe.

DÉFENDRE UN ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE

Questions réglementaires

- Coordonner, avec le groupe de travail PQD, la réponse du CAE au **Paquet législatif sur les Services**; évaluer l'orientation de la COM sur la **Proportionnalité** et les **Recommandations de réforme de la réglementation professionnelle** ;
- Assurer le suivi de l'étude de la COM « améliorer l'accès et l'exercice de professions réglementées » ;
- Mener le suivi de l'étude sur l'**impact économique de la réglementation** sur la profession et actualiser le document Politique de concurrence du CAE (cartographie de la réglementation) ;
- Revoir la **Résolution du Conseil sur l'architecture de 2011** pour garantir que la valeur sociale, économique et publique de l'architecture soit reconnue.

ETIQUE & CONFIANCE

Promulguer le Code de déontologie du CAE, pour établir une norme pour la profession et protéger le consommateur.

OPTIMISER LA MOBILITE PROFESSIONNELLE

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE L'INTERNATIONALISATION ET DES NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Nouveaux modèles d'affaires & Export

- Maintenir le **réseau de promotion des exportations du CAE** ;
- Rédiger le **Guide à l'exportation** et des messages promotionnels clés
- Mettre en place des **outils basés sur la toile** pour aider les praticiens à trouver des partenaires (appli)

- Envisager la participation du CAE à des activités de **promotion du commerce**
- Formuler des stratégies collaboratives innovantes pour permettre de nouveaux modèles d'affaires.

Commerce en Services

- Conclure l'**Accord de reconnaissance mutuelle** avec l'Autorité canadienne chargée de la délivrance des licences, dont la signature est prévue en avril 2018
- Poursuivre les pourparlers en vue d'un ARM avec le Korean Institute of Registered Architects (**KIRA**)
- Reprendre les discussions avec les Architectes mexicains (**FCARM**)
- Développer l'interaction avec des organisations régionales et mondiales.

DÉVELOPPER LES RESSOURCES EN VUE D'ASSISTER LA PRATIQUE DE L'ARCHITECTURE AU SEIN DE L'UE

Mission et services, responsabilité et assurance

Promulguer notre position politique sur l'**Assurance**; soutenir la plateforme du GEEAC en tant que solution éventuelle aux problèmes d'assurance; rédiger une check-list pour les fournisseurs de services transfrontaliers.

Marchés publics et Concours de conception architecturale

Répondre à la Communication du Parlement européen, du Conseil, de l'EESC et du Comité des Régions « **Faire en sorte que les Marchés publics fonctionnent en Europe et pour l'Europe** » en particulier

- Formuler des stratégies de passation de marché nationales claires;
- Garantir une coordination plus efficace aux niveaux national et régional;
- Fournir des règles nationales claires et des instructions pratiques;
- Echanger les bonnes pratiques;
- Mettre en place des « centres d'aide aux compétences (notamment un programme de conseil au client)
- Mettre en place des organes d'achat centralisés;
- Accroître la transparence et procurer des procédures de révision rapides, indépendantes et équitables.
- Publier des exemples de meilleures pratiques de concours de conception architecturale.

BUILDING INFORMATION MODELLING (BIM)

En 2018, le groupe de travail BIM n'aura pas de réunion en direct, mais poursuivra son travail en tant que réseau d'experts en ligne. En outre, le CAE concevra des modules en FPC pour les architectes et les mettra à disposition sur le site du CAE.

BAUKULTUR – VERS LA QUALITÉ DANS L'ENVIRONNEMENT BÂTI

RESPONSABILITÉ

Environnement & Architecture durable

En 2018, le groupe de travail ESA continuera à soutenir l'action du CAE en faveur d'une reconnaissance accrue du rôle de l'architecture dans les domaines de la performance des bâtiments et la durabilité, notamment par les actions suivantes :

- Suivi des négociations inter-institutionnelles sur l'**EPBD**,
- Organisation d'un webinaire sur **Level(s)**, pour informer les Organisations membres et les architectes de l'utilité de ce nouvel outil et comment participer à la phase de test qui est en cours,



VILJANDI FESTIVAL ARENA
Viljandi linn, Estonie
Architecte : Kadarik Tüür Arhitektid
Photo : Architecte

- Organisation d'un **atelier** pendant la semaine européenne de l'énergie durable;
- Organisation d'une **exposition** des projets montrant les meilleures pratiques en vue d'atténuer les effets du changement climatique;
- Evaluer le rôle de l'architecture dans la performance des bâtiments tel que définit par le système européen Leve(s)
- Suivi du nouveau projet **TripleA-Reno**, traitant du comportement des occupants des bâtiments
- Participation au groupe des acteurs concernés par l'**Indicateur Smartness**
- Contribution au travail de Global ABC (boîte à outils) – **COP24** à Katowice;
- Contribution au travail des initiatives en matière d'hypothèques liées à l'efficacité énergétique (EMF-ECBC)

Questions urbaines

En 2018, le groupe de travail Questions urbaines du CAE finalisera une série de **positions politique** en vue d'alimenter le travail des **12 partenariats** de l'Agenda urbain européen. Il entreprendra aussi une cartographie des stratégies nationales en matière de logement et préparera une conférence sur le patrimoine architectural.

2018 Année européenne du Patrimoine culturel - en mai 2017, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont décidé de désigner l'année 2018 comme l'*Année européenne du Patrimoine culturel* (EYCH). Dans ce cadre, le CAE organisera en 2018 un événement d'une journée entière en liaison avec son Assemblée générale d'hiver pour discuter des défis que posent la **conservation et la réutilisation adaptative** du patrimoine architectural européen et du rôle de la profession architecturale dans ce domaine.

Architectes contre le changement climatique

En 2018, le CAE publiera une **brochure** et organisera une **exposition** pour présenter des projets architecturaux qui contribuent à lutter contre le changement climatique. Cela inclura des solutions atténuant le changement climatique mais permettant aussi de s'adapter à ses pires effets secondaires. Par ailleurs, le CAE continuera à participer au travail du Global Alliance for Buildings and Construction (Global ABC).

VALEUR DE LA CONCEPTION

Le CAE mènera une étude sur la **Valeur de la conception**.

RECHERCHE & INNOVATION (PROJETS FINANCÉS PAR L'UE)

Reconnaître l'importance de la Recherche & de l'Innovation. Produire des références basées sur des cas, attestées et basées sur la performance. Encourager la diversité et renforcer la compétitivité par la promotion de l'innovation.

Maintenir en place le panel Recherche & Innovation pour évaluer les demandes de participation à des projets financés par l'UE, émettre des avis sur le travail dans le cadre de projets existants, diffuser les résultats du travail des projets européens et fournir un contenu destiné à une plateforme européenne du DPC. Diffuser les informations sur les possibilités ouvertes aux architectes et aux Organisations membres.

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS POUR 2018

En 2018, le CAE publiera plus de pages sur son site pour aider les architectes à exporter leurs services et les diplômés à trouver une possibilité de stage.

Le CAE renforcera aussi sa collaboration avec des concepteurs sous-traitants pour rendre le site plus attractif et pour faciliter la navigation sur le site. De grands événements seront diffusés en streaming et nous prépareront un module vidéo pour la FPC permettant aux architectes d'améliorer leurs compétences (notamment sur le BIM, le chauffage et le conditionnement d'air, etc...).

ETUDE DU SECTEUR

La cinquième édition de l'étude du Secteur sera publiée fin 2018

LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES

ALLEMAGNE	Bundesarchitektenkammer BAK Bund Deutscher Architekten BDA Bund Deutscher Baumeister Architekten und Ingenieure BDB Vereinigung Freischaffender Architekten VFA
AUTRICHE	Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten BAIK
BELGIQUE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique FAB
BULGARIE	Chamber of Architects in Bulgaria CAB Union of Architects in Bulgaria UAB
CHYPRE	Cyprus Architects Association CAA
CROATIE	Croatian Chamber of Architects CCA
DANEMARK	Akademisk Arkitektforening AA Danish Association of Architectural Firms DA
ESPAGNE	Consejo Superior de los Colegios de Arquitectos de España CSCAE
ESTONIE	The Union of Estonian Architects UEA
FINLANDE	Finnish Association of Architects SAFA
FRANCE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Syndicat d'Architecture SA Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes UNSFA
GRÈCE	Association des Architectes Diplômés SADAS-PEA Chambre Technique de Grèce CTG
HONGRIE	Chamber of Hungarian Architects MEK
IRLANDE	Royal Institute of the Architects of Ireland RIAI
ITALIE	Consiglio Nazionale degli Architetti, Pianificatori, Paesaggisti e Conservatori CNAPPC
LETTONIE	The Latvia Association of Architects LAA
LITUANIE	Architects Association of Lithuania AAL Architects Chamber of Lithuania ACL
LUXEMBOURG	Ordre des Architectes et des Ingénieurs Conseils du Grand-Duché de Luxembourg OAI
MALTE	Kamra tal-Periti KTP
NORVÈGE	Association of Consulting Architects in Norway ACA Norske Arkitekters Landforbund NAL
PAYS-BAS	Bond van Nederlandse Architecten BNA Bureau Architectenregister BA
POLOGNE	Polish Chamber of Architects IARP
PORTUGAL	Ordem Dos Arquitectos OA
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Czech Chamber of Architects CCA
ROUMANIE	Architects' Chamber of Romania OAR
ROYAUME-UNI	Architect's Registration Board ARB Royal Institute of British Architects RIBA
SLOVAQUIE	Slovak Chamber of Architects SKA
SLOVÉNIE	Chamber of Architecture and Spatial Planning of Slovenia ZAPS
SUÈDE	Swedish Association of Architects SA Swedish Federation of Consulting Engineers and Architects STD
SUISSE	Conférence Suisse des Architectes CSA
Membre observateur	
SERBIE	Union of Architects of Serbia UAS



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE